

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 676

8 avril 2011

SOMMAIRE

Baupart A.G.	32402	Kingsbridge Finance S.à r.l.	32439
Belfond (Luxembourg) Sàrl	32415	KS-Management S.A.	32442
Boucherie-Charcuterie Paul FABER-LO-PEZ Sarl	32432	Lairnisia Investment S.A.	32425
DeltaFotovoltaica Issuer S.A.	32415	Lairnisia Investment Spf S.A.	32425
Duotrans G.m.b.H.	32448	Lancelot Recruitment S.à r.l.	32440
Dys Compagnie S.A.	32415	Leasair	32434
Dys Compagnie S.A.	32415	Loca-Air S.A.	32440
EAVF Mustang S.à r.l.	32425	Luna Holding S. à r.l.	32424
EAVF Mustang S.à r.l.	32425	Mastelle S.à r.l.	32439
ECEF-IHV SA	32433	Mayton S.A.	32441
Element Power G.P. S.à r.l.	32416	Mayton S.A.	32441
Emgé Conseil Sàrl	32416	Mercator Holding S.A.	32445
Epicure Berlin Property Management and Holdings S.A.	32424	Meridio Funds	32440
European Business Network S.A.	32424	Meridio Islamic Funds	32435
European Consultants (Luxembourg) S.A.	32424	Métis	32445
Europe Distribution S.A.	32433	Mirae Asset Global Discovery Fund	32441
Excalibur Development S.A.	32433	Mirai S.A.	32445
Financière Immobilière de Développement Européen S.A.	32432	Mobility Invest	32446
Foyer Selection	32416	Mustang Boch	32446
Grandover S.à r.l.	32446	Mustang Boch	32442
GSHL Bulgaria	32434	Mustang Frankfurt	32446
HBP Muelheim S.à r.l.	32434	Mustang Frankfurt	32447
Investimenti	32433	Mustang Hat	32447
Investimenti	32434	Mustang Hat	32447
IRE Hotel II German Hotel S.à r.l.	32417	Mustang REG	32448
JCP gérances et exploitations, s.à r.l.	32435	Mustang REG	32448
JKC Fund	32435	Nei Haus S.A.	32448
Julius Textile Investment S.à r.l.	32435	Sun International S.A.	32436
		Trauen Holding AG	32436
		Triton Masterluxco 1 S.à r.l.	32415
		WP Roaming III S.à r.l.	32439

Baupart A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 88.062.

L'an deux mille dix, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

1) Compagnia Fiduciaria Nazionale S.p.A, établie à Galleria de Cristoforis, 3 à I-20122 Milan, inscrite au Registre de Commerce de Milan sous le numéro 00724870159,

2) INTESA SANPAOLO TRUST COMPANY SpA, établie à Corso G. Matteotti, 1 à I-20101 Milan, inscrite au Registre du Commerce de Milan sous le numéro 08503890157

ici représentées par Madame Gina TUCCI, employée, demeurant professionnellement au 19-21, Bd du Prince Henri, Luxembourg,

en vertu de deux procurations données le 26 novembre 2010 et le 22 décembre 2010, lesquelles procurations, signées "ne varietur" par la mandataire des sociétés comparantes et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement,

en leur qualité d'actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée BAUPART A.G., ayant son siège social à Luxembourg, 19/21, Boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le n°88. 062,

constituée par acte du notaire soussigné en date du 19 juin 2002, publié au Mémorial C n°1334 du 13 septembre 2002, avec capital social actuel de TROIS CENT MILLE FRANCS SUISSES (CHF 300.000.-), représenté par TROIS CENT (300) actions d'une valeur nominale de MILLE FRANCS SUISSES (CHF 1.000.-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Les actionnaires ont requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour des présentes est le suivant:

Ordre du jour:

1) Remplacement des 300 actions existantes représentatives du capital social par 300 actions sans désignation de valeur nominale.

2) Changement de la devise du capital social de CHF en Euros par application du cours de change existant au jour de l'acte, lequel capital social, après conversion, sera représenté par 300 actions sans désignation de valeur nominale.

3) Réduction du capital social ainsi obtenu par conversion en Euros à un montant de EUR 100.000.-,

par la seule réduction du pair comptable des 300 actions représentatives du capital social, en vue de constituer une réserve dont il ne pourra être disposé que dans les limites fixées par l'article 69 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

4) Changement de la forme légale de la société d'une «société anonyme» en «société à responsabilité limitée» et adaptation des statuts de la société à la nouvelle forme de société, plus particulièrement à ce sujet, changement du nom en BAUPART S.à.r.l. sans modification de l'objet social.

5) Cessation des mandats des administrateurs et du commissaire et relative décharge, et nomination d'un ou de plusieurs gérants.

6) Transfert du siège social statutaire, du siège de direction effective et de l'administration centrale du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie, et adoption de la nationalité italienne.

7) Modification de la dénomination de «BAUPART S.à.r.l.» en «BAUPART S.R.L.», et refonte complète des statuts pour les adapter à la législation italienne,

et plus particulièrement à ce sujet fixation de la durée de la société jusqu'au 31.12.2040 et modification de son objet pour lui donner la teneur en langue italienne suivante:

Art. 3. La società ha per oggetto. La società ha per oggetto le seguenti attività:

- l'assunzione di partecipazioni ed interessenze, non ai fini del collocamento e non in via prevalente, in altre società od imprese aventi oggetto analogo o connesso al proprio;

- il compimento di tutte le operazioni di natura commerciale, mobiliare, immobiliare e finanziaria ritenute necessarie od utili allo svolgimento della predetta attività di produzione e commercio e quindi al conseguimento dell'oggetto sociale;

- la prestazione di garanzie, reali o personali, anche a favore di terzi, sempre finalizzate al conseguimento dell'oggetto sociale.

Sono invece escluse dall'oggetto e non possono essere esercitate, neppure in via non prevalente, le attività riservate a sensi di legge agli intermediari finanziari ed in particolare l'erogazione del credito al consumo, la locazione finanziaria e le attività di factoring.

8) Décharge à donner aux gérants démissionnaires et nominations statutaires.

9) Désignation d'un mandataire avec pouvoirs pour représenter la Société au Luxembourg dans toutes les instances et dans toutes les procédures administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège social

10) Désignation d'un mandataire avec pouvoirs pour représenter la Société en Italie dans toutes les instances et dans toutes les procédures administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège social

11) Divers.

Exposé préalable:

Après avoir constaté que la société n'a pas émis d'obligations, celle-ci entend transférer son siège statutaire et de direction effective en Italie. La présente a pour objet de décider le transfert du siège statutaire, de direction effective et de l'administration centrale de la société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie, et plus spécialement à Via Volta n. 24 -Como (Italie) dans les formes et conditions prévues par la loi luxembourgeoise. De plus il est nécessaire d'ajuster les statuts de la société à la loi du nouveau pays du siège social.

Les actionnaires siégeant en assemblée générale et se considérant comme valablement convoqués prennent ensuite, à l'unanimité, les résolutions suivantes, chacune d'une façon séparée:

Première résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la désignation de la valeur nominale des 300 actions et de remplacer ces 300 actions existantes représentatives du capital social par 300 actions sans désignation de valeur nominale,

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide la conversion du capital social actuel de TROIS CENT MILLE FRANCS SUISSES (CHF 300.000,-),

divisé par TROIS CENTS (300) actions sans désignation de valeur nominale, en euro, savoir:

au cours de change existant entre le Franc Suisse et l'Euro au jour de l'acte, savoir 0,79457,

de sorte que le capital social s'établit, après conversion, à EUR 238.371,00.-(deux cent trente huit mille trois cent soixante et onze Euros), représenté par 300 actions sans désignation de valeur nominale.

La preuve du cours de change a été rapportée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide ensuite la réduction du capital social d'un montant de EUR 138.371 (cent trente huit mille trois cent soixante et onze Euros),

afin de ramener le capital social libéré de la société de son montant actuel de EUR 238.371,00.-(deux cent trente huit mille trois cent soixante et onze Euros) à EUR 100.000.-(cent mille Euros),

sans réduction du nombre des actions représentatives du capital social, mais en réduisant uniquement le pair comptable des 300 actions existantes,

et par le transfert du montant de la réduction à un compte de réserve spécial, dont il ne pourra être disposé que dans les limites fixées par l'article 69 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Quatrième résolution

L'assemblée des actionnaires décide de transformer la forme juridique de la société, laquelle, de société anonyme devient société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois,

et plus particulièrement à ce sujet, changement du nom en BAUPART A.G. S.à.r.l.,

avec adaptation subséquente des statuts de la société à la nouvelle forme de société.

Les statuts de la société BAUPART S.à.r.l se lisent comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les comparants une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de «BAUPART S.à.r.l.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également

être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 100.000 (cent mille Euros), représenté par 300 (trois cents) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné à la majorité des trois quarts des voix en assemblée générale ou autrement, par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsque la société comporte plusieurs gérants, par les signatures conjointes deux gérants.

En cas d'empêchement temporaire du ou des gérants, les affaires sociales peuvent être gérées par l'associé unique ou, lorsque la société comporte plusieurs associés, par deux associés agissant conjointement.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et finit le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, le trente et un décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Cinquième résolution

Les actionnaires décident d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2011, savoir:

Conseil d'administration:

- M. Sandro CAPUZZO, employé privé, né le 14 décembre 1958 à (I) Trieste, demeurant professionnellement 19-21, Boulevard du Prince Henri, 1724 Luxembourg, administrateur;
- M. Vincent THILL, employé privé, né le 04 mars 1971 à Arlon (B), demeurant professionnellement 19-21, Boulevard du Prince Henri, 1724 Luxembourg, administrateur;
- M. Salvatore DESIDERIO, employé privé, né le 29 octobre 1976 à (I) Pompei, demeurant professionnellement 19-21, Boulevard du Prince Henri, 1724 Luxembourg, administrateur;

Commissaire aux comptes:

Fiduciaire Mevea Sàrl, ayant son siège 4, Rue de l'Eau à L-1449 Luxembourg, RCSL N°B 79.262.

Les actionnaires décident de leur accorder bonne et valable décharge pour l'exécution de leur mandat.

Les actionnaires décident ensuite de nommer en qualité de gérant unique de la Société, Monsieur Alberto Corti, né à Como le 13.05.1967, résidant à Via Volta n. 24 -Como (Italie) -codice fiscale CRTLR67E13C933Q.

Sixième résolution

Les actionnaires décident à l'unanimité, que le siège social statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effective de la société est transféré, avec effet à la date de ce jour, de Luxembourg en Italie, et plus spécialement à Via Volta n. 24 - Como (Italie),

et de faire adopter par la société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle de façon que la société, changeant de la nationalité luxembourgeoise vers la nationalité italienne, sera dorénavant soumise à la législation italienne, sans dissolution préalable puisque le transfert de siège ne comporte pas de liquidation aux fins de la loi commerciale.

Les actionnaires décident d'approuver une situation comptable intérimaire de la société arrêtée au 17 décembre 2010. Une copie de cette situation comptable est annexée au présent acte pour en faire partie intégrante.

Septième résolution

Les actionnaires décident de modifier les statuts de la société dans la mesure nécessaire pour les rendre conformes à la législation italienne,

et plus particulièrement à ce sujet décide:

- de changer la dénomination de «BAUPART S.àr.l.» en «BAUPART S.R.L.»
- de fixer la durée de la société jusqu'au 31.12.20 40,
- de modifier son objet pour lui donner la teneur en langue italienne suivante:

" **Art. 3.** La società ha per oggetto le seguenti attività:

- l'attività di holding, ed in particolare: la compravendita e la gestione come forma di stabile investimento e senza possibilità di procedere ad un successivo collocamento tra il pubblico, di azioni e/o quote, ivi incluse partecipazioni e interessenze, relative a società operanti nei settori industriale e commerciale e in società di ogni altro genere e tipo costituite o costituende in Italia e all'estero;

- la gestione di immobili in genere, sia rustici che urbani, di proprietà sociale e/o di terzi. Nell'ambito dell'oggetto potrà essere svolta anche la ristrutturazione, il ripristino e la manutenzione di immobili propri e/o di terzi;

- il compimento di tutte le operazioni di natura commerciale, mobiliare, immobiliare e finanziaria ritenute necessarie od utili allo svolgimento della predetta attività di produzione e commercio e quindi al conseguimento dell'oggetto sociale;

- la prestazione di garanzie, reali o personali, anche a favore di terzi, sempre finalizzate al conseguimento dell'oggetto sociale.

Sono invece escluse dall'oggetto e non possono essere esercitate, neppure in via non prevalente, le attività riservate a sensi di legge agli intermediari finanziari ed in particolare l'erogazione del credito al consumo, la locazione finanziaria e le attività di factoring."

Les actionnaires décident de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne, et de leur donner la teneur dont question ci-après, étant entendu que les formalités prévues par la loi italienne en vue de faire adopter ces nouveaux statuts en conformité avec la loi italienne devront être accomplies:

STATUTO

Denominazione - Sede - Oggetto - Durata

1. E' costituita una società a responsabilità limitata denominata:

"BAUPART S.R.L."

2. La società ha sede nel Comune di Como.

Il trasferimento di sede nell'ambito dello stesso Comune è deciso dai soci.

La pubblicità di tale trasferimento è disciplinata dall'art. 111 Ter disposizioni di attuazione del Codice Civile.

3. La società ha per oggetto le seguenti attività:

- l'attività di holding, ed in particolare: la compravendita e la gestione come forma di stabile investimento e senza possibilità di procedere ad un successivo collocamento tra il pubblico, di azioni e/o quote, ivi incluse partecipazioni e interessenze, relative a società operanti nei settori industriale e commerciale e in società di ogni altro genere e tipo costituite o costituenti in Italia e all'estero;

- la gestione di immobili in genere, sia rustici che urbani, di proprietà sociale e/o di terzi. Nell'ambito dell'oggetto potrà essere svolta anche la ristrutturazione, il ripristino e la manutenzione di immobili propri e/o di terzi;

- il compimento di tutte le operazioni di natura commerciale, mobiliare, immobiliare e finanziaria ritenute necessarie od utili allo svolgimento della predetta attività di produzione e commercio e quindi al conseguimento dell'oggetto sociale;

- la prestazione di garanzie, reali o personali, anche a favore di terzi, sempre finalizzate al conseguimento dell'oggetto sociale.

Sono invece escluse dall'oggetto e non possono essere esercitate, neppure in via non prevalente, le attività riservate a sensi di legge agli intermediari finanziari ed in particolare l'erogazione del credito al consumo, la locazione finanziaria e le attività di factoring.

4. La durata della società è fissata al 31.12.2040.

Capitale

5. Il capitale della società è di Euro 100.000,00 (centomila/00).

Le partecipazioni possono essere oggetto di intestazione fiduciaria ai sensi della Legge 1966/1939 e successive modificazioni e integrazioni; in tali casi l'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto e nell'esclusivo interesse di uno o più fiduciari e solo a questi pertanto sono imputabili gli effetti giuridici e le responsabilità conseguenti a tale esercizio.

Conferimenti e partecipazioni

6. Possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica ed in particolare beni in natura, crediti, prestazioni d'opera o di servizi a favore della società.

7. Le partecipazioni dei soci sono determinate in misura proporzionale ai rispettivi conferimenti.

Diritti dei soci

8. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Trasferimento delle partecipazioni

9. In caso di trasferimento per atto tra vivi delle partecipazioni ai soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

Ai fini della presente disposizione si ha riguardo a coloro che rivestano la qualità di socio sulla base delle risultanze del Registro delle Imprese ovvero che giustifichino la propria qualità di socio esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al Registro Imprese.

I) Il socio che intende trasferire in tutto od in parte la propria partecipazione dovrà darne comunicazione a tutti i soci ed all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata inviata alla sede della società ed al domicilio comunicato per iscritto alla società da ciascuno dei soci; la comunicazione deve contenere le generalità del cessionario, il prezzo richiesto e le condizioni della cessione.

I soci destinatari delle comunicazioni di cui sopra devono esercitare il diritto di prelazione per l'acquisto della partecipazione cui la comunicazione si riferisce con le seguenti modalità, condizioni e termini:

- ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire al socio offerente la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre quaranta giorni dalla data di ricevimento dell'offerta di prelazione;

- nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

II) La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente; qualora peraltro dovesse mancare, per qualsiasi ragione, tale indicazione, ovvero il prezzo richiesto fosse ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione (con contestuale richiesta di determinazione del prezzo in caso di mancata indicazione da parte dell'offerente o con contestuale eccezione in caso di prezzo ritenuto eccessivo), il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro.

Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, la determinazione del prezzo di cessione sarà affidata alla Camera Arbitrale istituita presso la CCIAA di Como, su richiesta della parte più diligente.

Nell'effettuare la determinazione del prezzo la Camera Arbitrale dovrà riferirsi al "capitale economico" dell'azienda, ossia tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del "valore corrente" dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato, nonché del prezzo e delle condizioni offerti dal potenziale

acquirente, ove egli appaia di buona fede e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, compreso l'eventuale "premio di maggioranza".

Qualora il prezzo determinato dalla Camera Arbitrale risulti, rispettivamente, inferiore o superiore del 20% al prezzo indicato dall'offerente nella comunicazione di cui al punto I), il cedente o, rispettivamente, il cessionario hanno facoltà di non perfezionare l'acquisto delle partecipazioni cui si riferisce la medesima comunicazione; in tal caso saranno interamente a carico del soggetto rinunziante tutti i costi relativi all'arbitrato.

III) Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la totalità della partecipazione offerta; in caso di esercizio parziale del diritto stesso, così come nella ipotesi in cui nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta, il socio offerente sarà libero di trasferire tale partecipazione all'acquirente indicato nell'offerta entro tre mesi dal giorno di ricevimento dell'offerta stessa da parte dei soci.

IV) Anche al fine di evitare dubbi interpretativi, si precisa che:

- nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" sono compresi i contratti che comportino l'alienazione della partecipazione e quindi, a titolo esemplificativo, permuta, dazione in pagamento, conferimento in società e donazione;
- costituiscono trasferimento per atto tra vivi, ai fini del presente articolo, gli atti ed i contratti costitutivi di diritto di pegno o di usufrutto sulla partecipazione;
- il diritto di prelazione disposto dal presente articolo trova applicazione anche in caso di trasferimento per atto tra vivi:

a) effettuato a favore di soggetti che siano già soci;

b) di diritti compresi nella partecipazione, quali il diritto di opzione;

- quando, per la natura del contratto che determina il trasferimento della partecipazione, non è previsto un corrispettivo, ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquireranno la partecipazione versando all'offerente il valore corrispondente, come determinato dalla Camera Arbitrale ai sensi del precedente comma II);

- in caso di rinuncia da parte di un socio all'esercizio della prelazione, il diritto a lui spettante si accresce proporzionalmente ed automaticamente agli altri soci che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante;

- nell'ipotesi di trasferimento di partecipazioni inter vivos eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi.

V) Le limitazioni al trasferimento delle partecipazioni previste da questo articolo non sono applicabili:

- quando il cessionario ex art. 2359 C.C. è società controllante del soggetto cedente o società controllata e/o collegata a quest'ultimo, ovvero controllata dalla medesima controllante;

- L'intestazione di partecipazioni sociali a società fiduciarie operanti ai sensi della Legge 1966/1939 e successive modifiche e integrazioni, la reintestazione da parte di società fiduciarie in capo al proprio fiduciante ed il trasferimento da società fiduciaria ad altra società fiduciaria per conto dello stesso fiduciante non configurano trasferimento di partecipazioni sociali e, pertanto, non rilevano ai fini della prelazione spettante ai soci e non sono soggetti a divieti e limiti previsti in caso di trasferimento di partecipazioni sociali.

VI) La partecipazione è liberamente trasferibile a causa di morte.

Diritto di recesso

10. Il diritto di recesso, oltre che negli altri casi previsti dalla legge, compete al socio assente o che abbia manifestato voto contrario nelle decisioni relative a:

- cambiamento dell'oggetto sociale o del tipo di società;
- proroga del termine di durata della società;
- fusione o scissione della società;
- revoca dello stato di liquidazione;
- trasferimento della sede all'estero;
- eliminazione di una o più cause di recesso previste dall'atto costitutivo;

- compimento di operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto della società determinato nell'atto costitutivo o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci a norma dell'art. 2468, quarto comma, C.C.;
- aumento del capitale da attuarsi anche mediante offerta delle partecipazioni di nuova emissione a terzi.

Nel caso in cui la società sia o divenga soggetta ad attività di direzione e coordinamento, ai soci spetterà il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'art. 2497 quater C.C.

Il socio che intende esercitare il diritto di recesso dovrà darne comunicazione a mezzo raccomandata A.R. agli altri soci, a tutti gli amministratori e, se nominati, ai componenti il collegio sindacale ovvero al revisore.

La raccomandata dovrà essere ricevuta da tutti i soggetti sopra indicati entro quaranta (quaranta) giorni dal giorno in cui:

- è stata iscritta nel registro delle imprese la decisione dei soci o la deliberazione assembleare che legittima il recesso;

- il socio recedente ha ricevuto la comunicazione, che deve essere inviata dagli amministratori a mezzo raccomandata A.R., che si è verificato un fatto che legittima il suo diritto di recesso;
- il socio recedente è comunque venuto a conoscenza del fatto che legittima il suo diritto di recesso;
- è stata trascritta nel relativo libro la decisione dei soci o degli amministratori che legittima il diritto di recesso.

Gli amministratori dovranno comunicare senza indugio al Registro delle Imprese l'avvenuto ricevimento della comunicazione di recesso.

Il diritto di recesso, legittimamente e ritualmente esercitato, avrà effetto nei confronti della società dal primo giorno del mese successivo alla scadenza del semestre comprendente il mese in cui è stata ricevuta l'ultima delle raccomandate A.R. inviate dal socio recedente a norma del primo capoverso del presente articolo.

In caso di partecipazioni intestate a società fiduciarie operanti ai sensi della Legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il diritto di recesso può essere esercitato anche solo per parte di esse, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiducianti. La partecipazione in relazione alla quale la società fiduciaria esercita il diritto di recesso può essere reintestata all'effettivo proprietario – fiduciante, per conto del quale la società fiduciaria ha esercitato il diritto di recesso.

11. Per quanto riguarda la determinazione della somma spettante al socio receduto, i termini e le modalità di pagamento della stessa, valgono le disposizioni previste dall'art. 2473, terzo e quarto comma, C.C.

Decisioni dei soci ed assemblea

12. Sono riservate alla competenza dei soci:

- 1) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- 2) la nomina e la revoca degli amministratori;
- 3) la nomina nei casi previsti dall'articolo 2477, secondo e terzo comma, C.C. dei sindaci e del Presidente del Collegio Sindacale o del revisore;
- 4) le modificazioni dell'atto costitutivo;
- 5) la decisione di compiere operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale, ovvero una rilevante modificazione dei diritti dei soci, nonchè l'assunzione di partecipazioni da cui derivi responsabilità illimitata per le obbligazioni della società partecipata;
- 6) le decisioni in ordine all'anticipato scioglimento della società;
- 7) le decisioni in merito alla nomina e alla revoca dei liquidatori e quelle che modificano le deliberazioni assunte ai sensi dell'art.2487, primo comma, C.C.;
- 8) le decisioni relative al compimento dei seguenti atti di amministrazione nell'eventualità in cui la gestione della società sia affidata ad un Amministratore Unico:
 - acquisto, vendita e permuta di beni immobili e mobili registrati, costituzione di ipoteche e diritti reali in genere sugli stessi; assunzione di mutui e finanziamenti; assunzione di obbligazioni cambiarie; rilascio di fidejussioni; acquisto e vendita di partecipazioni in altre società; acquisto, vendita ed affitto di aziende e di rami di azienda.
- 9) le decisioni relative al cambio di indirizzo della sede nello stesso Comune.

Decisioni in forma assembleare

13. Le decisioni in ordine alle materie di cui ai punti 4), 5, 6), 7) del precedente art. 12) dovranno essere assunte con deliberazione assembleare.

Decisioni in forma non assembleare

14. Tutte le decisioni che per legge o in forza del presente statuto non debbano adottarsi con deliberazione assembleare possono essere assunte sulla base:

- a) di unico documento da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che dovrà essere datato e sottoscritto da ciascun socio con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto";
- b) di pluralità di documenti, tutti di identico contenuto, da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che saranno inviati dal proponente a tutti i soci, agli amministratori, ai sindaci od al revisore, se nominati; in tal caso soci dovranno far pervenire alla società le proprie risposte nel termine stabilito, comunque non inferiore a 15 gg. dal ricevimento della proposta di decisione; ciascun socio daterà e sottoscriverà il documento da lui ricevuto con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto", provvedendo quindi a trasmettere alla società il documento da lui sottoscritto. La mancata risposta nel termine stabilito equivale ad astensione dall'esercizio del diritto di voto e non a voto contrario.

Copia dell'unico documento o di tutti i documenti sarà inviata, a cura della società, agli amministratori ed ai sindaci o al revisore, se nominati.

Sono considerate forme idonee anche gli invii a mezzo telefax o per posta elettronica, purchè in questo ultimo caso le sottoscrizioni siano apposte in forma digitale.

Tra la data della prima e quella dell'ultima sottoscrizione, sia se raccolte con unico documento che con pluralità di documenti, non può intercorrere un periodo superiore a 30 (trenta) giorni.

In caso di partecipazioni intestate a società fiduciaria, l'adesione o meno alla proposta di deliberazione potrà essere espressa da quest'ultima, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari, anche con più determinazioni, eventualmente divergenti tra loro.

15. La decisione si reputa validamente adottata qualora entro il termine suddetto pervengano alla società le dichiarazioni di approvazione di tanti soci che rappresentino almeno il 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale. Tutte le decisioni in forma non assembleare dovranno essere trascritte e conservate ai sensi dell'art. 2478 C.C.

16. L'individuazione dei soci legittimati a partecipare alle decisioni in forma non assembleare è effettuata con riferimento alle risultanze del Registro delle Imprese alla data della prima sottoscrizione suffragata da attestazione degli amministratori da cui risulti che, in occasione dell'acquisto delle quote sociali, il socio abbia rispettato il disposto dell'art. 9 del presente statuto in tema di prelazione; qualora intervengano mutamenti nella compagine sociale tra la data della prima e quella dell'ultima sottoscrizione, il nuovo socio potrà sottoscrivere la decisione in luogo del socio cedente allegando il titolo di acquisto debitamente depositato al Registro delle Imprese e l'attestazione degli amministratori da cui risulti la sua regolare acquisizione della qualifica di socio in aderenza al disposto dell'art. 9 del presente statuto in tema di prelazione.

La procura per sottoscrivere le decisioni dei soci previste dal precedente art. 14 deve essere rilasciata per iscritto e dovrà essere trascritta e conservata unitamente alla decisione a cui si riferisce; il procuratore apporrà la sua sottoscrizione con la dizione "per procura" o altra equivalente.

Convocazione dell'assemblea

17. L'assemblea è convocata presso la sede sociale o in altro luogo, purchè in Italia.

18. L'avviso di convocazione deve contenere l'elenco delle materie da trattare, l'indicazione di giorno, ora e luogo stabiliti per la prima e per l'eventuale seconda convocazione dell'adunanza.

Tale avviso dovrà essere inviato a cura degli amministratori a tutti i soci e, se nominato, al collegio sindacale od al revisore, con mezzi che garantiscano la tempestiva informazione degli interessati: si potrà scegliere quale mezzo di convocazione uno dei seguenti (alternativamente o cumulativamente):

a) lettera inviata almeno otto giorni prima della data dell'adunanza a mezzo di servizi postali od equiparati fornita di avviso di ricevimento;

b) lettera semplice, che dovrà essere restituita da tutti i soci, entro la data e l'ora stabilite per l'assemblea, in copia sottoscritta per ricevuta, con apposta la data di ricevimento;

c) messaggio telefax o di posta elettronica ricevuto da tutti i soci, i quali dovranno, entro la data stabilita dall'assemblea, confermare per iscritto (anche con lo stesso mezzo) di aver ricevuto l'avviso, specificando la data di ricevimento.

Assemblea totalitaria

19. In mancanza delle formalità suddette, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando: (i) è rappresentato l'intero capitale sociale e (ii) tutti gli amministratori, i sindaci effettivi od il revisore sono presenti ovvero, per dichiarazione del presidente dell'assemblea, risultino informati della riunione e degli argomenti da trattare, senza aver manifestato opposizione.

Diritto di intervento all'assemblea.

20. Possono intervenire all'assemblea coloro che:

a) risultino iscritti come soci nel Registro delle Imprese o che giustificino la propria qualità di socio esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato nel Registro delle Imprese, alla data in cui è presa la deliberazione;

b) per dichiarazione dell'organo amministrativo, in occasione dell'acquisto della quota sociale, abbiano rispettato il disposto dell'art. 9 del presente statuto in tema di prelazione.

Rappresentanza

21. Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare – anche da non socio – ai sensi dell'art. 2479 bis del Codice Civile.

In caso di partecipazioni intestate a società fiduciarie, la delega potrà essere rilasciata a più soggetti delegati a votare, eventualmente in maniera divergente, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari.

Presidenza

22. L'assemblea è presieduta dalla persona designata dagli intervenuti.

Verbale dell'assemblea

23. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e, se nominato, dal segretario scelto dal presidente. Dal verbale (o dai relativi allegati) devono risultare, per attestazione del presidente:

- la regolare costituzione dell'assemblea;

- l'identità e la legittimazione dei presenti;
- lo svolgimento della riunione;
- le modalità e il risultato delle votazioni;
- l'identificazione di favorevoli, astenuti e/o dissenzienti;
- le dichiarazioni degli intervenuti, in quanto pertinenti all'ordine del giorno ed in quanto sia fatta specifica richiesta di verbalizzazione delle stesse.

24. Il verbale della deliberazione dell'assemblea che modifica l'atto costitutivo è redatto da notaio scelto dal presidente dell'assemblea.

Quorum

25. Tutte le deliberazioni assembleari devono essere adottate con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale.

Aumento del capitale

26. L'aumento del capitale potrà essere attuato anche mediante offerta a terzi di tutto o parte dell'importo in aumento con esclusione del diritto di opzione spettante ai soci, salva l'ipotesi disciplinata dall'art. 2482 ter C.C.

La deliberazione assembleare determina l'esclusione del diritto di opzione ovvero disciplina le modalità di sottoscrizione da parte degli altri soci o di terzi della parte di aumento rimasta inoptata.

Ogni comunicazione ai soci conseguente alle deliberazioni di cui sopra dovrà essere effettuata a cura degli amministratori a mezzo raccomandata A.R.

Riduzione del capitale per perdite

27. La relazione degli amministratori e le osservazioni del collegio sindacale o del revisore, in quanto nominati, non devono essere depositate presso la sede sociale anteriormente all'assemblea ma esaurientemente illustrate nella stessa. In ogni caso gli amministratori, nel corso dell'assemblea, dovranno dar conto dei fatti di rilievo avvenuti dalla data di riferimento di tale relazione sino alla data in cui si tiene l'assemblea stessa.

Amministrazione

28. L'amministrazione della società è affidata ad uno o più amministratori, sino ad un massimo di 5 (cinque), nominati dai soci con decisione assunta ai sensi del precedente articolo 12.

Gli amministratori durano in carica per il periodo di tempo stabilito all'atto della loro nomina od anche a tempo indeterminato.

Gli amministratori sono sempre rieleggibili: gli amministratori possono non essere soci.

29. Quando l'amministrazione della società è affidata a più persone, la decisione di nomina stabilisce alternativamente:

- a) se gli amministratori costituiscono il consiglio di amministrazione;
- b) se l'amministrazione è invece affidata a ciascun amministratore disgiuntamente ovvero congiuntamente con uno o più degli altri amministratori, anche nominativamente indicati.

Nell'ipotesi sub. b) gli amministratori dovranno comunque adottare in forma consiliare le deliberazioni o le decisioni relative alla redazione del progetto di bilancio, ai progetti di fusione o scissione ed agli aumenti di capitale delegati ed alla proposta di concordato preventivo o fallimentare, ai sensi degli articoli 152 e 161 del R.D. n. 267 del 1942, così come modificato dal Decreto Legislativo 9 gennaio 2006 n. 5, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana n. 12 del 16 gennaio 2006 - Supplemento Ordinario n. 13.

Consiglio di Amministrazione

30. Il consiglio nomina fra i suoi membri il presidente, quando a ciò non provvedano i soci.

31. Il consiglio di amministrazione si raduna, anche in luogo diverso dalla sede sociale purchè in Italia, tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta da uno dei suoi membri.

La convocazione viene fatta dal presidente con lettera da spedire almeno tre giorni prima a ciascun membro del consiglio e del collegio sindacale o del revisore, se nominati, o, in caso di urgenza, con telegramma, telefax o messaggio di posta elettronica da spedire almeno un giorno prima.

Si riterranno comunque validamente costituite le riunioni del consiglio di amministrazione, anche in difetto di formale convocazione, quando siano presenti tutti gli amministratori e tutti i sindaci effettivi o il revisore, se nominati.

32. Il consiglio di amministrazione è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei suoi membri.

Il consiglio di amministrazione delibera validamente con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti.

33. Le riunioni del consiglio di amministrazione sono presiedute dal presidente o, in mancanza, dall'amministratore designato dagli intervenuti.

Le deliberazioni del consiglio devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

Dal verbale (o dai relativi allegati) devono risultare, per attestazione del presidente:

- la regolare costituzione della riunione;
- l'identità degli intervenuti;
- il risultato della votazione;
- l'identificazione di favorevoli, astenuti e/o dissenzienti con, per questi ultimi, le motivazioni dell'astensione o del dissenso.

34. Le decisioni del consiglio di amministrazione potranno essere anche assunte sulla base:

a) di unico documento da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che dovrà essere datato e sottoscritto da ciascun amministratore con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto";

b) di pluralità di documenti, tutti di identico contenuto (da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione) che saranno inviati dal proponente a tutti gli amministratori, ai sindaci od al revisore, se nominati; ciascun amministratore daterà e sottoscriverà il documento da lui ricevuto con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto", provvedendo quindi a trasmettere alla società il documento da lui sottoscritto.

Sono considerate forme idonee anche gli invii a mezzo telefax o per posta elettronica, purchè in questo ultimo caso le sottoscrizioni siano apposte in forma digitale.

Tra la data della prima e quella dell'ultima sottoscrizione, sia se raccolte con unico documento che con pluralità di documenti, non può intercorrere un periodo superiore a 20 (venti) giorni.

35. La decisione si reputa validamente adottata qualora entro il termine suddetto pervengano alla società le dichiarazioni di approvazione della maggioranza degli amministratori.

La decisione assume la data dell'ultima dichiarazione pervenuta nel termine prescritto.

Le decisioni di cui sopra devono essere trascritte e conservate ai sensi dell'art. 2478 C.C.

Sostituzione degli amministratori

36. Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori quelli rimasti in carica, od anche uno solo di essi, dovranno proporre d'urgenza ai soci di adottare le decisioni per la nomina dei nuovi amministratori. Qualora entro trenta giorni dalla cessazione della carica, per qualsiasi motivo, non si provveda a quanto sopra, la decisione potrà essere proposta da uno qualsiasi dei soci.

I soci provvederanno a tale nomina nel rispetto della forma di amministrazione originariamente prescelta e gli amministratori così nominati scadranno insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina.

37. In caso di cessazione dalla carica, per qualsiasi motivo, della maggioranza degli amministratori, si intenderanno decaduti dalla carica tutti gli amministratori con effetto dalla accettazione dei nuovi amministratori.

Si applica quanto previsto dal primo capoverso del precedente art. 36.

Rappresentanza della società

38. L'amministratore unico o gli amministratori hanno la rappresentanza generale della società.

39. Quando gli amministratori costituiscono il consiglio di amministrazione, la rappresentanza generale della società spetta al presidente ed agli amministratori delegati, se nominati.

40. In caso di amministrazione affidata a più persone che non costituiscono il consiglio di amministrazione, a ciascuno degli amministratori così nominati spetta la rappresentanza generale della società; l'esercizio di tale potere in via disgiuntiva o congiuntiva è determinato in capo ai singoli amministratori dalla deliberazione di nomina.

In caso di omessa determinazione, l'esercizio del potere di rappresentanza si intende disgiuntivo.

41. Gli amministratori possono nominare institori o procuratori per singoli, determinati atti o categorie di atti.

42. In ogni caso, quando la rappresentanza della società è conferita ad un soggetto che non sia amministratore, l'attribuzione del potere di rappresentanza della società è regolata dalle norme in tema di procura.

Poteri di gestione

43. Al consiglio di amministrazione competono tutti i poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società.

All'Amministratore Unico competono tutti i poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società, fatta eccezione per quelli relativi ai seguenti atti: acquisto, vendita e permuta di beni immobili e mobili registrati, costituzione di ipoteche e diritti reali in genere sugli stessi; assunzione di mutui e finanziamenti; assunzione di obbligazioni cambiarie; rilascio di fidejussioni; acquisto e vendita di partecipazioni in altre società; acquisto, vendita ed affitto di aziende e di rami di azienda;

la cui esecuzione dovrà essere preventivamente decisa dai soci ai sensi dell'art. 12, punto 8, del presente statuto.

Il consiglio di amministrazione, nei limiti previsti dall'art. 2381 del Codice Civile può delegare le proprie attribuzioni in materia gestionale in tutto o in parte ad uno o più singoli amministratori, eventualmente attribuendo loro il titolo di "Amministratore Delegato" ai fini della rappresentanza generale della società.

Qualora il Consiglio sia composto di due membri, questi si intenderanno automaticamente decaduti dall'ufficio nel caso di disaccordo per la revoca dei Consiglieri Delegati.

44. Quando l'amministrazione è affidata a più persone che non costituiscono consiglio i poteri di gestione ordinaria e straordinaria della società spettano a ciascun amministratore, in via tra di loro disgiunta, fatta eccezione per quelli relativi ai seguenti atti di esclusiva competenza di tutti gli amministratori, in via tra di loro congiunta:

acquisto, vendita e permuta di beni immobili e mobili registrati, costituzione di ipoteche e diritti reali in genere sugli stessi; assunzione di mutui e finanziamenti; assunzione di obbligazioni cambiarie; rilascio di fidejussioni; acquisto e vendita di partecipazioni in altre società; acquisto, vendita ed affitto di aziende e di rami di azienda.

45. Quando l'amministrazione è affidata disgiuntamente a più persone ciascun amministratore ha diritto di opporsi all'esecuzione da parte di altri amministratori di atti di gestione, prima che siano compiuti.

In tal caso la questione è rimessa alla decisione dei soci.

Opponibilità ai terzi

46. Le limitazioni ai poteri di rappresentanza non sono opponibili ai terzi, anche se pubblicate, salvo che si provi che questi abbiano intenzionalmente agito a danno della società.

Compensi

47. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per le ragioni dell'ufficio.

Gli eventuali compensi spettanti agli amministratori sono determinati all'atto della loro nomina, anche in relazione ai particolari poteri attribuiti.

Può essere accantonata a favore degli amministratori, nelle forme reputate idonee, un'indennità per la risoluzione del rapporto da liquidarsi all'estinzione del mandato.

Revisione legale dei conti

48. Nei casi previsti dalla legge la revisione legale dei conti è esercitata da un collegio sindacale composto di tre membri effettivi e due supplenti (tutti iscritti nell'apposito Registro) nominati con decisione dei soci, che provvedono anche alla designazione del presidente ed alla determinazione del compenso spettante ai sindaci effettivi.

I sindaci restano in carica per tre esercizi con scadenza alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico e sono rieleggibili.

Il collegio sindacale ha le funzioni previste dall'art. 2403 C.C. ed esercita altresì la revisione legale dei conti. I poteri ed il funzionamento del collegio sono disciplinati dagli articoli da 2403 bis a 2406 del Codice Civile.

49. Salvi i casi di nomina obbligatoria del collegio sindacale, i soci possono in ogni momento nominare un revisore legale dei conti scelto tra gli iscritti nell'apposito Registro.

Il revisore ha la medesima durata in carica nonché le stesse funzioni, competenze e poteri del collegio sindacale: peraltro il revisore cesserà di diritto dalla carica dal momento in cui è iscritta nel registro delle imprese la nomina del collegio sindacale.

Bilancio ed utili

50. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

L'amministratore unico ovvero gli amministratori procedono alla formazione del bilancio ed alla sua presentazione ai soci entro il termine di 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro il termine di 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, qualora ricorrano i presupposti previsti dalla legge.

51. Gli utili netti risultanti dal bilancio approvato, dedotto il cinque per cento per la riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, verranno distribuiti o accantonati secondo quanto stabilito dai soci nella decisione di approvazione del bilancio.

Versamenti e finanziamenti soci

52. La società può acquisire dai soci versamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso ovvero stipulare con i soci finanziamenti con obbligo di rimborso, salvo quanto disposto dall'art. 2467 C.C., anche senza corresponsione di interessi.

La società può inoltre acquisire fondi dai soci anche ad altro titolo, sempre con obbligo di rimborso, nel rispetto delle norme vigenti in materia di raccolta del risparmio presso i soci.

Titoli di debito

53. La società può emettere titoli di debito che possono essere sottoscritti unicamente dai soggetti a ciò legittimati.

(i) La competenza ad emettere i titoli di debito spetta all'assemblea su proposta dell'organo amministrativo.

L'assemblea delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentano la maggioranza del capitale sociale.

(ii) I titoli di debito in circolazione e non ancora rimborsati non possono superare la somma del capitale sociale versato ed esistente, più la riserva legale, più le riserve disponibili, più i versamenti soci in conto capitale senza obbligo di rimborso, risultanti da apposita situazione patrimoniale ed economica che gli amministratori dovranno sottoporre per l'approvazione ai soci; situazione redatta con i criteri di bilancio e riferita ad una data non antecedente di oltre centoventi giorni quella della delibera di emissione.

Tale situazione può essere sostituita dal bilancio dell'ultimo esercizio qualora lo stesso sia approvato nello stesso termine.

Gli amministratori ed il collegio sindacale e/o il revisore, se nominati, devono attestare la sussistenza delle condizioni di cui sopra.

(iii) Dalla decisione di emissione dei titoli di debito devono obbligatoriamente risultare, anche per allegato:

- la situazione patrimoniale ed economica di riferimento;
- l'indicazione della somma richiesta e le caratteristiche dei titoli da emettersi;
- il regolamento dei titoli;
- le modalità e gli eventuali vincoli di circolazione;
- le eventuali garanzie che assistono i titoli;
- le eventuali garanzie richieste dal primo creditore.

(iv) Il regolamento del prestito dovrà disciplinare, unitamente alle caratteristiche dei titoli di debito, anche:

- la possibilità e le modalità di rimborso anticipato;
- la possibilità di riunire in assemblea i possessori dei titoli di debito in circolazione;
- gli elementi e le condizioni del prestito il cui eventuale cambiamento deve acquisire il parere favorevole dell'assemblea dei possessori.

(v) I possessori di ciascuna serie omogenea di titoli di debito costituiscono la relativa assemblea (ove ciò sia previsto dal regolamento), che viene convocata dagli amministratori della società con avviso inviato al domicilio dei possessori nel caso di prestito che preveda titoli "nominativi" e con pubblicazione sul quotidiano "La Provincia di Como" nel caso di titoli "all'ordine".

Fra la data di invio della convocazione o della sua pubblicazione sul quotidiano "La Provincia di Como" e la data prevista per la riunione, dovranno intercorrere almeno otto giorni.

(vi) L'assemblea sarà presieduta da uno degli amministratori in carica, o in mancanza, da un soggetto scelto dagli intervenuti.

La riunione dovrà sempre essere verbalizzata da un notaio.

L'assemblea delibera con il voto favorevole dei possessori che rappresentino più della metà dei titoli di debito emessi e non estinti del prestito.

La regolamentazione applicabile all'assemblea dei possessori dei titoli di debito, per quanto qui non disciplinato, è quella prevista per le assemblee dall'art. 2415 del Codice Civile.

(vii) Qualora sia proposta una modifica alle condizioni del prestito occorrerà:

- l'acquisizione dell'assenso alle modifiche da parte del garante della solvenza del debito, nel caso in cui i titoli di debito siano stati in tutto o in parte trasferiti a soggetti diversi dagli investitori professionali e dai soci della società;
- il consenso dell'assemblea dei possessori dei titoli di debito;
- il consenso dell'assemblea dei soci se la stessa è competente a deliberare sull'emissione dei titoli di debito.

(viii) La società dovrà tenere un registro dei titoli emessi su cui annotare l'ammontare dei titoli emessi e di quelli estinti, il cognome ed il nome dei titolari dei titoli nominativi ed i trasferimenti ed i vincoli ad essi relativi.

Scioglimento e liquidazione

54. Nei casi previsti dalla legge, la liquidazione della società è affidata ad un liquidatore, nominato dall'assemblea dei soci, con le maggioranze previste per le modificazioni dello statuto.

55. Salva diversa delibera dell'assemblea, al liquidatore compete il potere di compiere tutti gli atti utili ai fini della liquidazione, con facoltà, a titolo esemplificativo, di cedere anche in blocco l'azienda sociale, stipulare transazioni, effettuare denunce, nominare procuratori speciali per singoli atti o categorie di atti.

Comunicazioni

56. Tutte le comunicazioni ai soci, ove il presente statuto non prescriva una forma specifica, dovranno essere effettuate in forma scritta e recapitate a mano contro ricevuta o per posta mediante raccomandata A.R., o per telefax o per invio di posta elettronica ai corrispondenti indirizzi comunicati per iscritto dai soci alla società.

A tal fine la società dovrà istituire un apposito "libro delle comunicazioni" ove riportare, oltre al domicilio già comunicato dai soci al Registro Imprese, anche tali indirizzi o recapiti, con obbligo per l'organo amministrativo di tempestivo aggiornamento.

Le variazioni degli indirizzi dovranno essere effettuate nelle medesime forme previste per le comunicazioni.

Le comunicazioni agli amministratori, ai sindaci, al revisore ai liquidatori ed alla società dovranno essere effettuate, con le medesime forme sopra indicate, all'indirizzo della società quale risultante dal registro delle imprese.

Disposizioni varie

57. Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria delle partecipazioni sociali in capo a società fiduciarie operanti ai sensi della Legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, i soci si impegnano, nelle controversie relative a rapporti societari, a consentire l'estromissione della fiduciaria ai sensi dell'art. 111 c.p.c. e a proseguire il processo nei confronti del fiduciante effettivo proprietario della partecipazione.

Norma di rinvio

58. Per tutto quanto qui non previsto, si fa espresso riferimento alle disposizioni di legge vigenti in materia.

Huitième résolution

Les actionnaires, suite à la résolution qui précède, décident de révoquer le mandat de l'actuel gérant.
et décident de nommer en conformité avec la loi italienne, un gérant unique pour un terme de 3 (trois) exercices sociaux prenant fin lors de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clôre le 31 décembre 2013, savoir:

Monsieur Alberto CORTI, né à Como (I), le 13 mai 1967, demeurant à Via Volta n°24, I-Como, cod. Fisc CRTLR T67E13C933Q.

Neuvième résolution

Les actionnaires décident de conférer à Monsieur Alberto CORTI, précité, tous pouvoirs pour représenter seul la Société en Italie, pour effectuer toutes formalités dans toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège, et en particulier pour procéder au dépôt et à la publication du présent acte, et des statuts présentement adoptés, entre les mains de toutes autorités compétentes.

Dixième résolution

Les actionnaires décident de conférer à Monsieur Andrea CARINI, employé privé, né à Tripoli Lybie (LAR) le 20/09/1967, demeurant professionnellement à Luxembourg, 19-21, Bld du Prince Henri, tous pouvoirs pour représenter seul la Société au Grand-Duché de Luxembourg dans toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège.

Onzième résolution

Les actionnaires décident de soumettre les résolutions 4 à 11 prises ci-avant à la condition suspensive du transfert du siège social de la société et de son inscription en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Como.

Déclaration Pro Fisco:

Les actionnaires décident que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal.

Frais:

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, est approximativement évalué, sans nul préjudice, à la somme de EUR 2.800.-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: G. TUCCI, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 30 décembre 2010, LAC/2010/59842: Reçu douze Euros (EUR 12.-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- Pour expédition conforme délivrée à la demande de la société prénommée, aux fins de dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Luxembourg, le 31 janvier 2011.

Référence de publication: 2011016978/686.

(110019129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2011.

DeltaFotovoltaica Issuer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 122.022.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 18 février 2011:

- Mme Stephanie Becker, résidant professionnellement au 2 boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommée administrateur de la société, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Mme Rachel Aguirre, avec effet au 18 février 2011.

- Le mandat de Mme Stephanie Becker prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013 statuant sur les comptes annuels de 2012.

Luxembourg, le 18 février 2011.

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2011027863/16.

(110032837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Belfond (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 61.050.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011027857/10.

(110032500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Dys Compagnie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 205, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 96.286.

Par la présente je démissionne de mon poste d'Administrateur et d'Administrateur Délégué auprès de votre société à partir de la date d'aujourd'hui, 23 février 2011.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Edgar BISENIUS.

Référence de publication: 2011027878/10.

(110032875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Dys Compagnie S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 96.286.

Par la présente la société Becofis Sàrl dénonce le contrat de bail conclu entre Becofis Sàrl et DYS Compagnie S.A. à la date du 02 novembre 2006.

De ce fait je vous prie de changer le siège social de votre société.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Edgar BISENIUS

Gérant

Référence de publication: 2011027879/12.

(110032877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Triton Masterluxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 135.066.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 8 Février 2011.

Les associés ont accepté la démission avec effet au 8 Février 2011 de M. Brian McMahon et M. Andreas Demmel et ont nommé en remplacement, avec effet au 8 Février 2011 et pour une durée indéterminée, Mme. Marie-Sibylle Wolf,

résidant professionnellement au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, née le 13 Novembre 1967 à Liège, Belgique et Mme. Anne-Cécile Jourdren-Vasseur, résidant professionnellement au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, née le 4 Avril 1975 à Orléans, France.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

M. Lars Frankfelt, Gérant A,
Mme. Anne Cécile Jourdren-Vasseur, Gérant B,
Mme. Marie-Sibylle Wolf, Gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011027981/22.

(110032787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Element Power G.P. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 555.948,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 141.724.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 du groupe Element Power Holdings LP, Element Power UK LP, Element Power US LP et Element Power Scotland LP ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Element Power G.P. S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011027880/13.

(110032492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Emgé Conseil Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 149.398.

Résolution prise par l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg en date du 15 février 2011:

L'assemblée a décidé de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 16, rue de Nassau L-2213 Luxembourg au 58, rue des Celtes L-1318 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXFIDUCIA S.à r.l.

16, rue de Nassau

L-2213 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011027881/15.

(110032794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Foyer Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.505.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 31 janvier 2011 à 14.00 heures au siège social

L'Assemblée décide de reconduire les mandats des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises pour un an. Dès lors, le Conseil prend la composition suivante:

Conseil d'Administration:

MM. Philippe BONTE, Foyer S.A., 12, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, Président.

André BIRGET, Foyer S.A., 12, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, Administrateur

Jean-Louis COURANGE, Foyer International S.A., 12, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, Administrateur.

Gilbert WOLTER, Foyer S.A., 12, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, Administrateur.

Réviseur d'Entreprises

Ernst & Young S.A., 7 rue Gabriel Lippman, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach.

Les mandats des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Foyer Selection

State Street Bank Luxembourg

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2011029056/26.

(110034302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2011.

IRE Hotel II German Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 158.154.

— STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twentieth day of the month of December.

Before Maître Henri Hellinckx notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

IRE Hotel II HoldCo 1 S.à r.l., a company incorporated and existing under the Luxembourg law of 10th August 1915 on commercial companies, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, represented by Patrick Reuter, maître en droit, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 17 December 2010; such proxy to be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company IRE Hotel II German Hotel S.à r.l. ("société à responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

Art. 1. Form, Name. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "IRE Hotel II German Hotel S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons and entities who may become members thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Objet. The purpose of the Company is the direct or indirect holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourgish and foreign real estate companies and any other form of real estate investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its real estate portfolio.

The purpose of the Company is also to invest in real estate property, either by means of purchase, exchange or such other manners as well as the disposal, the administration, the development and the management of real estate property throughout Europe and carry out any operation relating directly or indirectly thereto or which it may deem useful in the accomplishment and development of this purpose.

The Company may further guarantee, borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures or grant loans in any other form or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general member with unlimited liability or as limited member with limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period. It may be dissolved by a resolution of the member (s), voting with the quorum and majority rules set by the applicable laws or by these articles of association, as the case may be, for any amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its member(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the member(s) or to allocate funds to the legal reserve.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for amendment of these articles of association. The Company shall ensure at all times that (i) there will be no more than thirty (30) members in the company and (ii) none of the members in the Company will be a physical person and (iii) following any transfer of shares, clauses (i) and (ii) will remain satisfied.

For the avoidance of doubt this provision operates only to give the Company the opportunity to qualify as a special foreign fund (Spezial-Investmentvermögen) within the meaning of article 16 of the German Investment Tax Act for German Tax purposes and each member understands and agrees that it has no action whatsoever for damages whether in contract or tort (and will not seek to pursue any such action) against either the Company's assets in the event that this provision is breached or amended.

Art. 6. Shares. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-members is subject to the consent of members representing at least seventy five percent of the Company's capital. In accordance with the provisions of article 5 here above, the Company shall not give effect to any transfer of shares, if such transfer results in the Company having more than thirty (30) members or a physical person becoming a member of the Company.

Art. 7. Managers. The Company is managed by one or several managers who need not be members.

The member(s) may decide to qualify the appointed managers as class A managers (the "Class A Managers") and class B managers (the "Class B Managers").

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Meetings of the board of managers shall be held at the registered office or such other place in Luxembourg as the board of managers may from time to time determine. A quorum of the board of managers shall be the presence or representation of half of the managers holding office provided that in the event that the managers have been qualified as Class A Managers and Class B Managers, at least one Class A Manager and one Class B Manager needs to be present or represented.

Resolutions are taken by majority vote of the managers present or represented at the meeting. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another provided that where a conference call or video conference is used as a means of communication, it must be initiated and chaired from Luxembourg.

The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours prior to the beginning of such meeting. Each manager may waive his right to be convened as set out above by consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by any manager of the Company. Any proxies will remain attached thereto.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Managers' resolutions shall be conclusively certified or an extract thereof shall be issued under the individual signature of any manager.

Vis-à-vis third parties the manager or the board of managers (in the case of a board of managers) has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of the manager, or by the joint signatures of any two managers (in the case of a board of managers) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated.

Art. 8. Manager's Liability. Except in case of negligence or wilful misconduct, the manager(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As agents of the Company, they are responsible only for the performance of their duties.

Art. 9. Members. Each member may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of members through a special proxy.

Decisions by members are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law at meetings held including meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing members taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, the participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company.

Meetings shall be called by the manager(s) by convening notice addressed by registered mail to members to their address appearing in the register of members held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (i) a majority of the members (ii) representing at least three quarters of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 members, an annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the last business day of the month of May of each year at 11.00 a.m. and for the first time in 2012. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 10. Financial Year. The accounting year begins on the 1st day of January of each year and ends on 31st December of the same year. The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on 31st December 2011.

Art. 11. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 12. Appropriation of Profits. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members.

The share premium account may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members. The general meeting of members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 13. Dissolution, Liquidation. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, members or not, and who are appointed by the general meeting of members who will specify their powers and remunerations.

Art. 14. Applicable Law. If, and as long as one member holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

For anything not dealt with in the present articles of association, the members refer to the relevant legislation.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

12,500 shares at €1 each for a total of €12,500.

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred Euro (€1,200.-).

Extraordinary general meeting

The single member has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.
2. The number of managers is set at four (4), the following persons are appointed as manager of the Company for an undetermined period of time:
 - Mark Weeden, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg;
 - Willem Labuschagne, 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - Marc Socker, Portman Square House, 43-45, Portman Square, London, W1H 6LY; and
 - Ascan Kokai, Maffeistrasse, 3, 80333 München.

Whereof and in faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden englischen Textes:

Im Jahr zweitausendundzehn, am zwanzigsten Dezember.

Vor Uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Erschien folgende Person:

IRE Hotel II HoldCo 1 S.à r.l., eine nach Luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in 20, rue de la Poste, L-2346 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, vertreten durch Herrn Patrick Reuter, Jurist, geschäftsansässig in Luxemburg, auf Grund einer am 17. Dezember 2010 erteilten Vertretungsvollmacht; diese Vollmacht bleibt der vorliegenden Urkunde beigelegt.

Die erschienene Person, die in der oben angeführten Eigenschaft tätig ist, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, nachstehende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, IRE Hotel II German Hotel S.à r.l. zu Protokoll zu nehmen, die hierdurch wie folgt errichtet wird:

Art. 1. Form, Name. Hiermit wird zwischen der erschienenen Partei und allen Personen und juristischen Personen, die gegebenenfalls darauf Mitglieder werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") mit dem Namen "IRE Hotel II German Hotel S.à r.l." (die "Gesellschaft") eingerichtet. Die Gesellschaft wird durch diesen Gesellschaftsvertrag und durch die entsprechende Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Geschäftsgegenstand. Gegenstand der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Besitz von Anteilen jeglicher Form in luxemburgischen und ausländischen Immobiliengesellschaften sowie jede andere Art von Immobilieninvestments, wie der Erwerb durch Kauf, Übereignung oder in jeder anderer Form sowie die Übertragung durch Verkauf, unter anderem durch Austausch von Sicherheiten jeglicher Art sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihres Immobilienportfolios.

Zweck der Gesellschaft ist auch die Investition in Immobilieneigentum, entweder durch Erwerb, Austausch oder auf andere Art, sowie durch Veräußerung, Verwaltung und Entwicklung von Immobilien in Europa sowie jegliche Tätigkeit durchzuführen, die mittelbar oder unmittelbar damit im Zusammenhang steht oder die der Gesellschaft zur Ausführung und Entwicklung des Geschäftsgegenstandes sinnvoll erscheint.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft sich verbürgen, Kredite jedweder Art aufnehmen und Schuldverschreibungen (bonds) sowie Schuldscheine (debentures) ausgeben, Darlehen in jeglicher Form gewähren oder anderweitig jene Gesellschaften, in denen sie Anteile mittelbar oder unmittelbar hält oder die dem selben Portfolio von Gesellschaften angehören, unterstützen.

Die Gesellschaft kann zudem als unbeschränkt haftender Gesellschafter oder beschränkt haftender Teilhaber für alle Verpflichtungen aufgrund einer Teilhaberschaft oder ähnlicher Gesellschaftsformen agieren.

Die Gesellschaft kann zu ihren als auch zu Gunsten Dritter jegliche Tätigkeit ausführen, die für die Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendig ist, dem Gesellschaftszweck dient oder in direktem oder indirektem Bezug hierzu steht.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden durch Beschluss des(der) Gesellschafter(s), der in Übereinstimmung mit diesem Gesellschaftervertrag oder dem nach dem Gesetz für die Änderung des Gesellschaftervertrags erforderlichen Quorum- und Mehrheitsregeln gefasst wird.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann an jeden Ort im Großherzogtum verlegt werden. Dies geschieht durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, beraten.

Die Adresse des eingetragenen Sitzes kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Stadtgemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Solche vorübergehende Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder der Geschäftsführung vorgenommen und den beteiligten Parteien mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das herausgegebene Stammkapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500), aufgeteilt auf zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem (1) Euro. Alle diese Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Zusätzlich zum ausgegebenen Kapital kann ein Prämienkonto eingerichtet werden, in welches jede auf einen Anteil gezahlte Prämie zusätzlich zu seinem Nennwert übertragen wird. Der Betrag auf dem Prämienkonto kann für die Zahlung von Anteilen die die Gesellschaft von ihren(m) Gesellschafter(n) zurückkaufen kann, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlust, zur Ausschüttung an die (den) Gesellschafter in Form von Dividenden oder zur Einbringung von Fonds in die gesetzliche Rücklage verwendet werden. Das Kapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Mitglieder, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, erhöht oder verringert werden.

Die Gesellschaft stellt sicher, dass zu keinem Zeitpunkt (i) mehr als 30 Gesellschafter vorhanden sind und (ii) keines dieser Mitglieder eine natürliche Person ist und (iii) im Anschluss an jede Übertragung von Anteilen die Klauseln (i) und (ii) erfüllt bleiben.

Soweit notwendig wirkt diese Bestimmung nur um der Gesellschaft die Gelegenheit zu geben, sich im Sinne des Artikels 16 des deutschen Investmentsteuergesetzes zu deutschen Steuerzwecken als Spezial-Investmentvermögen zu qualifizieren. Jeder Anteilinhaber versteht und erklärt sich damit einverstanden, dass er keinen Anspruch auf Ersatz von Schäden aus dem Gesellschaftsvermögen hat, weder aus Vertrag noch aus Delikthandlungen (und dass er keine solche Handlung gerichtlich verfolgen wird), wenn gegen diese Bestimmung verstoßen oder diese geändert wird.

Art. 6. Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung auf Dritte der Einwilligung von mindestens fünfundsiebzig Prozent des Stammkapitals. In Übereinstimmung mit Art. 5 führt die Gesellschaft keine Anteilsübertragungen aus, die dazu führen würden, dass die Gesellschaft von mehr als 30 Gesellschaftern gehalten oder eine natürliche Person Gesellschafter wird.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen. Die Gesellschafter können entscheiden, die ernannten Geschäftsführer in Klasse A Geschäftsführer ("Klasse A Geschäftsführer") und Klasse B Geschäftsführer ("Klasse B Geschäftsführer") zu unterteilen.

Sie werden durch einfache Mehrheit gewählt und abberufen. Dies geschieht auf der Generalversammlung, welche die Befugnis und die Dauer der Vollmachten beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt.

Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung mit oder ohne Grund (ad nutum) zu jeder Zeit widerrufen werden.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern, bilden diese die Geschäftsführung. Die Geschäftsführersitzung wird am Gesellschaftssitz oder durch Beschluss der Geschäftsführung an einem anderen Ort in Luxemburg abgehalten. Für die Beschlussfähigkeit der Geschäftsführung ist die Anwesenheit oder Vertretung von mindestens der Hälfte der genannten Geschäftsführer erforderlich; unbeschadet dass im Fall von so genannten Klasse A Geschäftsführung und Klasse B Geschäftsführung die Beschlussfähigkeit nur dann gewährleistet ist wenn zumindest ein Klasse A Geschäftsführer und ein Klasse B Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind.

Entscheidungen werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Jeder Geschäftsführer kann an den Geschäftsführungssitzungen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln, die es ihm ermöglichen mit anderen zu kommunizieren, teilnehmen, vorausgesetzt, dass die Sitzung welche mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten wird, von Luxemburg aus geleitet und initiiert wird.

Die Teilnahme, oder das Abhalten einer solchen Versammlung, entspricht einer persönlichen Teilnahme an den Sitzungen. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer der hierzu bevollmächtigt ist vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind zu jeder Geschäftsführersitzung mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor ihrem Beginn durch schriftliche Einladung, welche eine Tagesordnung zu enthalten hat, in welcher sämtliche Punkte von Bedeutung für die Sitzung aufgeführt sind, zu benachrichtigen. Auf diese Einberufung kann, wie oben ausgeführt, seitens der Geschäftsführer durch Zustimmung jedes einzelnen entweder schriftlich oder per Telegramm, Telekopie oder per Email verzichtet werden. Spezifische Einberufungen sind für einzelne Versammlungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden, nicht notwendig.

Die Beschlüsse der Geschäftsführer werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches von einem Geschäftsführer unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

Ein Beschluss in schriftlicher Form, unterzeichnet von allen Geschäftsführern, ist genauso wirksam als ob er durch eine wirksam einberufene und durchgeführte Geschäftsführerversammlung getroffen worden wäre. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen von allen Geschäftsführern unterschriebenen Dokument oder in mehreren Dokumenten gleichen Inhalts, welches jedes von einem einzigen Geschäftsführer unterschrieben wurde, dokumentiert werden.

Die Beschlüsse der Geschäftsführer sollten beweiskräftig beglaubigt sein, oder ein Auszug dieser muss von jedem Geschäftsführer unterschrieben werden.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (im Falle einer Geschäftsführung) die weitestreichende Macht um in allen Lagen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Lagen, jeden Akt und jede Handlung im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheissen.

Die Gesellschaft wird durch die Einzelunterschrift des Geschäftsführers, oder durch die Kollektivunterschrift zweier Geschäftsführer (im Falle einer Geschäftsführung) oder durch die Unterschrift einer oder mehreren Personen, welche durch Delegation einer der Gesellschafter dazu befugt sind, gebunden sein.

Art. 8. Haftung des Geschäftsführers. Der oder die Geschäftsführer übernehmen, aufgrund ihrer Position, keine persönliche Haftung für Begehungen die im Namen der Gesellschaft geschehen, abgesehen von Vorsatz oder Fahrlässigkeit. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie nur für die Erfüllung ihrer Verpflichtungen verantwortlich.

Art. 9. Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Anteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Die in Sitzungen, Telefonkonferenzschaltung, Videokonferenzschaltung oder durch andere Kommunikationsmittel, falls und soweit durch das luxemburgische Gesellschaftsrecht vorgesehen, gefassten Beschlüsse, welche erlauben sich zu verständigen und durch welche die Teilnahmen an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel der persönlichen Anwesenheit entspricht, werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgesehenen Form und Mehrheit gefasst. Eine ordnungsgemäße Sitzung der Gesellschaftsmitglieder sollte die ganze Anteilsinhaberschaft vertreten.

Die Einberufung der Sitzung durch den/die Geschäftsführer hat wenigstens acht (8) Tage vor dem für die Sitzung geplanten Termin zuzugehen und erfolgt mittels eingeschriebenen Briefes an die Adresse der Gesellschafter die im Register der Gesellschafter der Gesellschaft eingetragen ist. Wenn das gesamte Stammkapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden. Beschlüsse die die Änderung des Gesellschaftsvertrages betreffen, werden (i) durch Stimmenmehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des herausgegebenen Stammkapitals entsprechen, gefasst.

Im Falle dass, und solange die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter hat, hat jedes Jahr, am letzten Werktag im Monat Mai um 11.00 Uhr, erstmalig in 2012, eine Generalversammlung am Geschäftssitz in Luxemburg statt zu finden. Wenn dies kein Werktag sein sollte, wird die Sitzung am darauffolgenden Werktag stattfinden.

Art. 10. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tag der Errichtung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2011 endet.

Art. 11. Finanzbericht. Jedes Jahr sowie am Ende des ersten Geschäftsjahres wird der Jahresbericht durch den Geschäftsführer oder eventuell durch die Geschäftsführung verfasst.

Der Finanzbericht steht den Anteilhabern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 12. Gewinnverteilung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Reingewinns der Gesellschaft werden dem vom Gesetz verlangten Reservefonds zugewiesen. Diese Zuweisung wird nicht mehr verlangt, sobald und solange der Reservefonds sich auf zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beläuft.

Die Mitglieder können aufgrund von vom Geschäftsführer oder von der Geschäftsführung ausgearbeiteten Finanzberichten die Ausschüttung von Zwischendividenden beschließen. Dies zeigt dass genügend Rücklagen zur Verteilung vorhanden sind. Der ausgegebene Betrag kann jedoch nicht die seit dem letzten Geschäftsjahresende erzielten realisierten Gewinne, erhöht durch die übertragenen Gewinne und die aufzuteilenden Reserven aber unter Abzug der übertragenen Verluste und Beträge welche auf ein Reservekonto eingezahlt werden müssen, nicht überschreiten. Dieser Restbetrag wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Mitglieder ausgeschüttet. Das Anteilsprämienkonto wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Anteilsinhaber ausgegeben. Die Generalversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf das Reservekonto zu überweisen.

Art. 13. Auflösung, Liquidation. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren welche Gesellschafter oder nicht sein können, und die durch die Generalversammlung ernannt werden. Diese legt ebenfalls ihre Befugnisse und Vergütung fest.

Art. 14. Anwendbares Recht. Falls, und solange nur ein Mitglied alle Anteile der Gesellschaft besitzt, besteht die Gesellschaft als Ein-Person-Gesellschaft gemäß Artikel 179(2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften; in diesem Fall sind unter anderem Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes anwendbar.

Für alle nicht in diesem Gesellschaftsvertrag geregelten Angelegenheiten finden die entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen Anwendung.

Zeichnung und Zahlung

Nach Errichtung der Satzung der Gesellschaft, hat die erschienene Person die nachstehend angeführte Zahl von Anteilen gezeichnet und die folgenden Beträge in Bar eingezahlt:

12.500 Anteile zu jeweils € 1, mithin einen Gesamtbetrag von € 12.500.

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Vergütungen und Lasten jedweder Form, die von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf circa eintausendzweihundert Euro 1.200,- geschätzt.

Außerordentliche Generalversammlung

Der alleinige Gesellschafter hat sodann die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 20, rue de la Poste, L-2346 Luxemburg.
2. Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf vier (4) festgelegt, wobei die folgende Personen auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer bestellt werden:
 - Mark Weeden, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg;
 - Willem Labuschagne, 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - Marc Socker, Portman Square House, 43-45, Portman Square, London, W1H 6LY; und
 - Ascan Kokai, Maffeistrasse, 3, 80333 München.

Worüber Urkunde, ausgestellt in Luxemburg, an dem zu Beginn dieses Dokuments genannten Tag ausgestellt.

Die Urkunde wurde der erschienenen Partei vorgelesen, die darum bat, die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abzufassen. Die erschienene Partei unterzeichnete sodann gemeinsam mit uns, dem Notar, der der englischen Sprache kundig ist, die vorliegende urschriftliche Urkunde.

Der vorliegenden in Englisch abgefassten notariellen Urkunde folgt eine deutsche Übersetzung. Im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, gebührt der englischen Fassung der Vorrang.

Gezeichnet: P. REUTER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2010. Relation: LAC/2010/60062. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 18. Januar 2011.

Référence de publication: 2011009231/370.

(110010588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Epicure Berlin Property Management and Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 111.467.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société adoptées en date du 20 janvier 2011:

- KPMG Luxembourg est rayé de sa fonction de commissaire aux comptes avec effet au 20 janvier 2011.
- KPMG, ayant son siège social à, 31 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg a été nommé en tant que réviseur d'entreprise avec effet au 20 janvier 2011 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2011027882/16.

(110032281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

European Business Network S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5820 Fentange, 2A, rue Adolphe Diederich.
R.C.S. Luxembourg B 60.461.

Procès verbal de la réunion de l'assemblée générale des actionnaires du 11 janvier 2011 à 14h00

Monsieur Keith Darby, Impasse des Vergers 5, F-57570 Haute Rentgen, a été nommé commissaire au compte pour l'année 2010.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 16.00 heures.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Business Network SA

Anthony J. Nightingale / Claire Polisenio

Président / Scrutateur

Référence de publication: 2011027883/15.

(110032773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

European Consultants (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 85.950.

M. Marcel Recking, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau, s'est démis de ses fonctions d'administrateur et d'administrateur-délégué de la société European Consultants (Luxembourg) S.A., RCS Luxembourg B 85950, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Juria Consulting S.A.

Signature

Référence de publication: 2011027884/13.

(110032410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Luna Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 152.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 117.518.

Extrait des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 18 février 2011

Monsieur Mirko Dietz, employé privé, né le 20 octobre 1974 à Göppingen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au 14 février 2011 et pour une durée indéterminée (en remplacement de Monsieur Brian Anthony McMahon, démissionnaire au 14 février 2011).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Luna Holding S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011028095/17.

(110033506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2011.

EAVF Mustang S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.614.

Suite à un changement d'adresse de Mr Martin McGuire, Gérant A de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr Martin McGuire réside dorénavant au 155 Bishopsgate, 8th Floor, EC2M 3XJ Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2011027885/16.

(110032895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

EAVF Mustang S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.614.

Suite à un changement d'adresse de EAVF S.à r.l. , Associé de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: EAVF S.à r.l. a dorénavant son siège social au 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2011027886/15.

(110032958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**Lairnisia Investment Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Lairnisia Investment S.A.).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 20.011.

L'an deux mille dix, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme holding, «LAIRNISIA INVESTMENT S.A.», établie et ayant son siège social à 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 20.011, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 15 décembre 1982, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 15 du 20 janvier 1983, dont les statuts ont été modifiés une seule fois par assemblée générale sous seing privée conformément à la loi du 10 décembre 1998, en date du 18 juillet 2001, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 362 du 6 mars 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sandrine ORTWERTH, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Madame la présidente désigne comme secrétaire Madame Nicole HENOUMONT, employée privée, avec adresse professionnelle au Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, employé privé, avec adresse professionnelle au Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué constate que tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social sont présents, respectivement représentés par fondés de procuration, ce qui résulte d'une liste de présence annexée aux présentes et signée «ne varietur» par les actionnaires respectivement leurs fondés de procuration ainsi que les membres du bureau.

Ladite liste restera annexée à la présente minute pour être soumise avec elle aux formalités de l'Enregistrement.

Ordre du jour

1. Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
2. Changement de la dénomination de la société de «LAIRNISIA INVESTMENT S.A.» en «LAIRNISIA INVESTMENT Spf S.A.» et modification de l'article 1 des statuts;
3. Fixation d'une durée illimitée et en conséquence, modification de l'article 2 des statuts;
4. Modification de l'article 3 des statuts relatif au transfert du siège social pour les mettre en conformité avec les dispositions légales;
5. Transformation d'une société anonyme holding en société anonyme de gestion de patrimoine familial (Spf) de sorte que l'objet social de la société aura désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large, mais dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

La Société peut également, en se conformant aux dispositions de la même loi, prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés et entités commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Elle peut encore accorder des avances et émettre des garanties, notamment au profit des sociétés et entités dans lesquelles elle participe des concours, assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.»
6. Suppression subséquente du mot "holding" et de toute référence aux dispositions spéciales concernant le statut fiscal des sociétés holding apparaissant dans les statuts;
7. Modifications à apporter à l'article 5 des statuts suite:
 - a) à la suppression de mots: «sauf limitation légale»;
 - b) à l'ajout d'un alinéa autorisant la société à procéder au rachat de ses propres actions;
8. Introduction des dispositions légales relative aux sociétés ayant un actionnaire unique et modification des articles 6 et 7 des statuts afin de les adapter à l'actionnariat unique;
9. Ajout d'un alinéa à l'article 7 des statuts autorisant le conseil d'administration de procéder au versement d'acomptes sur dividendes;
10. Suppression de l'article 10 des statuts relatif au cautionnement prévu pour le mandat des administrateurs et du commissaire;
11. Suppression à l'article 11 des mots: «par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-trois»;
12. Suppression à l'article 12 des mots: «et pour la première fois en l'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre» et modification de la date d'assemblée générale annuelle qui se tiendra dorénavant le 2^{ème} jeudi du mois de juin à 14.30 heures;
13. Renumérotation des statuts suite à la suppression de l'article 10 des statuts.

Le Président a ensuite mis au vote les différentes propositions de résolutions et l'assemblée a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les associés se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la société de «LAIRNISIA INVESTMENT S.A.» en «LAIRNISIA INVESTMENT Spf S.A.» et de modifier en conséquence l'article 1 des statuts dont la teneur sera désormais la suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tout ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après une société de gestion de patrimoine familiale (Spf) luxembourgeoise, dénommée «LAIRNISIA INVESTMENT Spf S.A.»»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de fixer une durée illimitée et, en conséquence de modifier l'article 2 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société est établie pour une durée illimitée.»

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 3 des statuts de la société relatif au transfert du siège social pour les mettre en conformité avec les dispositions légales, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.»

Cinquième résolution

L'Assemblée générale décide de procéder à la transformation de la société de son statut actuel de holding 1929 en société anonyme de gestion de patrimoine familial (Spf), et, en conséquence, l'article 4 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large, mais dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

La Société peut également, en se conformant aux dispositions de la même loi, prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés et entités commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Elle peut encore accorder des avances et émettre des garanties, notamment au profit des sociétés et entités dans lesquelles elle participe des concours, assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.»

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide suite à la transformation de la société de holding en société de gestion de patrimoine familial de supprimer le mot «holding» et toute référence aux dispositions spéciales concernant le statut fiscal des sociétés holding apparaissant dans les statuts.

Septième résolution

L'Assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts suite à la suppression des mots «sauf limitation légale» et à l'ajout d'un alinéa autorisant la société à procéder au rachat de ses propres actions, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000.-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Ce capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légalement requises.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.»

Huitième résolution

L'Assemblée Générale décide d'introduire les dispositions légales relatives aux sociétés ayant un actionnaire unique, et en conséquence de modifier les articles 6 et 7 des statuts, qui se liront désormais comme suit:

« **Art. 6.** La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Les administrateurs, respectivement l'administrateur unique, le cas échéant, sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil élit en son sein un président et le cas échéant un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur nommé par l'assemblée générale devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Dans les cas où la Société n'a qu'un seul actionnaire et que cette circonstance a été dûment constatée, les fonctions du conseil d'administration peuvent être confiées à une seule personne, qui n'a pas besoin d'être l'actionnaire unique lui-même, appelée dans ce cas l'administrateur unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour compte de la personne morale.

Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de dépôt et de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.

Les administrateurs, membres de cet organe, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions de ces organes, de même que l'administrateur unique, sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la société anonyme et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la Société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.»

« **Art. 7.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

Tout administrateur peut prendre connaissance de toutes les informations qui sont transmises au conseil d'administration.

La délégation des pouvoirs de la gestion journalière à un membre du conseil d'administration ou l'attribution de pouvoirs spéciaux à un tel membre impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué ou à ces autres administrateurs.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique.»

Neuvième résolution

L'Assemblée générale décide d'ajouter un alinéa à l'article 7 des statuts afin d'autoriser le conseil d'administration de procéder au versement d'acomptes sur dividendes, qui se lira comme suit:

« **Art. 7. Dernier alinéa.** Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.»

Dixième résolution

L'Assemblée générale décide de supprimer l'article 10 des statuts relatif au cautionnement prévu pour le mandat des administrateurs et du commissaire.

Onzième résolution

L'Assemblée générale décide de supprimer à l'article 11 des statuts les mots «par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-trois», en conséquence l'article 11 des statuts se lira comme suit:

« **Art. 11.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.»

Douzième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer à l'article 12 des statuts les mots «et pour la première fois en l'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre» et de modifier la date d'assemblée générale annuelle qui se tiendra dorénavant le 2^{ème} jeudi du mois de juin à 14.30 heures, en conséquence l'article 12 se lira comme suit:

« **Art. 12.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 2^{ème} jeudi du mois de juin à 14.30 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.»

Treizième résolution

L'assemblée générale décide de renuméroter les statuts suite à la suppression de l'article 10 des statuts.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants une version anglaise des statuts a été établie, à la requête des mêmes personnes il est décidé, qu'en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède

In the year two thousand and ten, on the twenty-ninth of December.

Before US Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the société anonyme, LAIRNISIA INVESTMENT S.A., established and with its registered office at 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, listed in the Luxembourg Trade and Company Register with the number B 20.011, incorporated in accordance with a deed received by Frank BADEN, notary then residing in Luxembourg, on December 15th, 1982, published in Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, number 15 of January 20th, 1983; which Articles of Incorporation have been amended only once by general meeting under private seal in accordance with the law of December 10th, 1998, on July 18th, 2001, published in Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, number 362 of March 6th, 2002.

The meeting was opened under the chairmanship of Mrs Sandrine ORTWERTH, private employee, whose professional address is in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Nicole HENOUMONT, private employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Raymond THILL, private employee, with professional address in Luxembourg.

The board thus constituted noted that all the shareholders representing the totality of the share capital were present or represented by proxy, as shown by an attendance list attached hereto and signed "ne varietur" by the shareholders or their proxies together with the members of the board.

The said list shall remain attached to these minutes so that they may be submitted together for the formalities to be undertaken by the Registration Department.

Agenda:

1. Waiver of legal terms relating to notice of the meeting;
2. Change of the name of the company from "LAIRNISIA INVESTMENT S.A." into "LAIRNISIA INVESTMENT Spf S.A." and consequent amendment of Article 1 of the Articles of Incorporation;
3. Setting of an indefinite period and accordingly, amendment of Article 2 of the Articles of Incorporation;
4. Amendment of Article 3 of the Statutes concerning the transfer of head office to bring it in conformity with the legal provisions;
5. Change from a société anonyme holding to a société anonyme de gestion de patrimoine familial (Spf) and subsequent amendment of Article 4 of the company's memorandum and Articles of Incorporation so that it will now be read as follows;

"The object of the Company is to acquire, hold, manage and create all financial assets in the widest sense but within the limits of the law of May 11, 2007 on the creation of a société de gestion de patrimoine familial.

The Company can also, whilst complying with the provisions of the same law, take holdings in any form whatsoever in any Luxembourg or foreign companies and commercial, industrial, financial or other entities, and acquire any securities and rights through participation, contribution, subscription, underwriting, option, purchase, exchange, negotiation or in any other manner.

It can also grant advances and issue guarantees, particularly to the benefit of companies and entities in which it has an interest, provide support, financial assistance, loans, advances or guarantees, and it can borrow, including by means of bond issues, or otherwise incur debt in order to finance its business activity, and it can perform any activities and operations that are directly or indirectly connected to its object and which are permitted by and within the limits laid down by the law of May 11, 2007 on the creation of a société de gestion de patrimoine familial.";

6. Subsequent removal of the word holding and of any reference to special provisions regarding the tax status of holding companies appearing in the Articles of Incorporation;

7. Amendment of Article 5 of the Articles of Incorporation following:

- a) The removal of the words "except when legal limitations have to be observed";
- b) The addition of a paragraph allowing the company to repurchase its own shares;

8. Introduction of legal provisions relating to corporations with a single shareholder and amendment of Articles 6 and 7 of the Articles of Incorporation to adapt to sole ownership;

9. Addition of a paragraph to Article 7 of the Articles of Incorporation authorizing the Board to proceed with the payment of interim dividends;

10. Removal of Article 10 of the Articles of Incorporation relating to the surety bond of the directors and the auditor;

11. Removal at Article 11 of the words: "Exceptionnally the first business year will begin today and close on the thirty-first of December nineteen hundred and eighty-three";

12. Removal at Article 12 of the words: "and for the first time in the year one thousand nine hundred and eighty-four" and amendment of the date of the annual general meeting which will now be held on the 2nd Thursday of the month of June at 14.30 pm;

13. Renumbering of the Articles of Incorporation pursuant to the removal of Article 10 of the Statutes.

The Chairman then put the various motions to the vote and the meeting unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The entire share capital being represented at this general meeting, the general meeting waives the convening to the meeting, the shareholders are considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them beforehand.

Second resolution

The general meeting decides to change the name of the company from "LAIRNISIA INVESTMENT S.A." into "LAIRNISIA INVESTMENT Spf S.A.", so that Article 1 of the Articles of Incorporation will be read as follows:

" **Art. 1.** There is hereby established among the subscribers and all those who become owners of shares following a management company (SPF) of Luxembourg, called "LAIRNISIA INVESTMENT Spf S.A."."

Third resolution

The general meeting decides to set an unlimited period and accordingly to amend Article 2 of the Articles of Incorporation which will now be read as follows:

" **Art. 2.** The company is established for an unlimited period."

Fourth resolution

The general meeting decides to amend Article 3 of the Articles of Incorporation to bring it in conformity with the legal provisions concerning the transfer of the head office, so that Article 3 will be read as follows:

" **Art. 3.** The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the General Meeting of shareholders.

If extraordinary events of political, economic or social nature to compromise the normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the corporation, which notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg corporation."

Fifth resolution

The general meeting resolved to change the company's current status as société anonyme holding to a société anonyme de gestion de patrimoine familial (Spf) and to amend, accordingly, Article 4 of the company's Articles of Incorporation so that it will now be read as follows:

" **Art. 4.** The object of the Company is to acquire, hold, manage and create all financial assets in the widest sense but within the limits of the law of May 11, 2007 on the creation of a société de gestion de patrimoine familial.

The Company can also, whilst complying with the provisions of the same law, take holdings in any form whatsoever in any Luxembourg or foreign companies and commercial, industrial, financial or other entities, and acquire any securities and rights through participation, contribution, subscription, underwriting, option, purchase, exchange, negotiation or in any other manner.

It can also grant advances and issue guarantees, particularly to the benefit of companies and entities in which it has an interest, provide support, financial assistance, loans, advances or guarantees, and it can borrow, including by means of bond issues, or otherwise incur debt in order to finance its business activity, and it can perform any activities and operations that are directly or indirectly connected to its object and which are permitted by and within the limits laid down by the law of May 11, 2007 on the creation of a société de gestion de patrimoine familial."

Sixth resolution

The general meeting decides to, regarding the transformation from a holding company to a "société gestion de patrimoine familial" to delete the word "holding" and any reference made to special provisions regarding the tax status of holding companies appearing in the Articles of Incorporation.

Seventh resolution

The general meeting decides to amend Article 5 of Articles of Incorporation following the removal of the words "except when legal limitations have to be observed" and the addition of a paragraph allowing the company to repurchase its own shares; so that Article 5 of the articles of Incorporation should now be read as follows:

" **Art. 5.** The capital is fixed at thirty-one thousand euros (EUR 31.000.-) represented by one thousand two hundred and fifty (1.250) shares without par value, carrying one voting right each in the general assembly.

The company can repurchase its own shares within the limits prescribed by law.

The capital may be increased or reduced along the legal prescriptions.

The shares are in nominative or bearer form, at the option of the shareholder."

Eighth resolution

The general meeting decides to introduce legal provisions relating to corporations with a sole shareholder and to amend Article 6 and 7 of the Articles of Incorporation, so that these should now be read as follows:

" **Art. 6.** The Company is managed by a board composed of at least three members. Directors, respectively, sole director, if any, are appointed for a term not exceeding six years. They may be reappointed. The board elects a president and if it deems it necessary a vice-president.

If upon resignation, death or otherwise, a director appointed by the General Assembly becomes vacant, the remaining directors may temporarily fill the vacancy. In this case, the General Assembly at its next meeting, conducts the final election.

In case where the company has a sole shareholder and that that fact was duly noted, the functions of the board of directors may be assigned to one person, who needs not to be the sole shareholder himself, called in this case the sole director.

When a company is appointed as administrator, it must appoint a permanent representative in charge of executing this mission on behalf of the corporation.

This representative is subject to the same conditions and the same liability as if he would act on behalf and for its own account, without prejudice to the liability of the corporation he represents. It can withdraw its representative if it simultaneously appoints a successor.

The appointment and termination of office of permanent representative are submitted to the same rules of filing and advertising that if he would act in his name and for its own account.

Administrators, members of this body and any person called to attend meetings of these bodies, as the sole director must not disclose, even after leaving office, the information they have on the company and whose disclosure would be likely to prejudice the interests of the Company, except in cases where such disclosure is required or permitted by law or regulation applicable to limited companies or public interest."

" **Art. 7.** The Board is vested with extensive powers to manage social affairs and perform all acts of disposition and administration necessary or appropriate to achieve the object, except those which the law or herein reserved to the General Assembly. In particular it can compromise, grant waivers and releases, with or without payment.

The Board may delegate all or part of the daily management of the Company, and the representation of the Company within such daily management to one or more directors, officers, managers and other staff members or not.

Any director may examine all information transmitted to the Board of Directors.

The delegation of daily management to a member of the Board or the assignment of special powers to impose such a member to the Board the obligation to report annually to the Annual General Meeting of salaries, emoluments or advantages granted to the delegate or the other directors.

The Company is committed either by the signature of two directors or by the individual signature of the person delegated by the Board of Directors or by the individual signature of the sole director."

Ninth resolution

The general meeting decides to add a paragraph at Article 7 of the articles of Incorporation, in order to authorize the Board to proceed with the payment of interim dividends; the new paragraph of Article 7 should now be read as follows:

" **Art. 7. Last paragraph.** The Board is authorized to pay interim dividends, in accordance with the law."

Tenth resolution

The general meeting decides to remove Article 10 of the Articles of Incorporation relating to the surety bond of the directors and the auditor.

Eleventh resolution

The general meeting decides to remove from Article 11 of the Articles of Incorporation the words "Exceptionnally the first business year will begin today and close on the thirty-first of December nineteen hundred and eighty-three", so that Article 11 should now be read as follows:

" **Art. 11.** The company's business year begins on January 1st and closes on December 31st ."

Twelfth resolution

The general meeting decides to remove from Article 12 of the Articles of Incorporation the words "and for the first time in the year one thousand nine hundred and eighty-four" and to change the date of the annual general meeting which will now be held on the 2nd Thursday of the month of June at 14.30 pm; so that Article 12 should now be read as follows:

" **Art. 12.** The annual general meeting is held on the 2nd Thursday of the month of June at 14.30 pm at the company's head office, or at any other place to be specified in the convening notices.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day."

Thirteenth resolution

The general meeting decides to renumber the articles of Incorporation pursuant to the removal of Article 10 of the articles of Incorporation.

There being no further business the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French texts, the French version shall be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: S. Ortwerth, N. Hénoumont, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 janvier 2011. Relation: LAC/2011/966. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.

Le Receveur ff. (signé): Conny SCHUMACHER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Référence de publication: 2011009264/367.

(110010867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Boucherie-Charcuterie Paul FABER-LOPEZ Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8310 Capellen, 67, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 118.950.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011028220/9.

(110033849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2011.

Financière Immobilière de Développement Européen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 42.198.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Domiciliaire

Référence de publication: 2011028060/11.

(110033368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2011.

ECEF-IHV SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 146.903.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 18 février 2011:

- Mme Stephanie Becker, résidant professionnellement au 2 boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommée administrateur de la société, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Mme Rachel Aguirre, avec effet au 18 février 2011.

- Le mandat de Mme Stephanie Becker prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013 statuant sur les comptes annuels de 2012.

Luxembourg, le 18 février 2011.

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2011027888/16.

(110032812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Europe Distribution S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 113.574.

—
Le Bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/02/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011027889/10.

(110032514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Excalibur Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 98.891.

—
EXTRAIT

Par décision du conseil d'administration du 25 novembre 2010,

Monsieur Elmar Baghirzade, administrateur de société, 5, Ordre de la Couronne de Chêne, L-1361 Luxembourg, est coopté comme nouvel administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale de 2011, en remplacement de CAMELOT HOLDING S.A., démissionnaire.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

EXCALIBUR DEVELOPMENT S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2011027890/16.

(110032523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Investimenti, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 98.055.

—
Par la présente la société Becofis Sàrl dénonce le contrat de bail conclu entre Becofis Sàrl et Investimenti S.A. à la date du 15 mai 2007.

De ce fait je vous prie de changer le siège social de votre société.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Edgar BISENIUS

Gérant

Référence de publication: 2011027902/12.

(110032882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Leasair, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 111.128.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Document faisant l'objet du complément:

Référence: L100106663.04

Date: 19/07/2010

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURO-SUISSE AUDIT (Luxembourg)

Signature

Référence de publication: 2011027916/14.

(110032264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

GSHL Bulgaria, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 104.590.

Par la présente, le domiciliataire dénonce avec effet immédiat la domiciliation du siège de la société GSHL BULGARIA enregistrée au registre de commerce et des sociétés section B 104 590.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Me Pierre-Alexandre DELAGARDELLE.

Référence de publication: 2011027896/10.

(110032289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

HBP Muelheim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 114.748.

En date du 16 février 2011, l'associé unique a révoqué PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, de son mandat de réviseur d'entreprise avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Pour la Société

TMF Management Luxembourg S.A.

Signature

Signataire autorisé

Référence de publication: 2011027897/16.

(110032560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Investimenti, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 205, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.055.

Par la présente je démissionne de mon poste d'Administrateur et d'Administrateur Délégué auprès de votre société à partir de la date d'aujourd'hui, 23 février 2011.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Edgar BISENIUS.

Référence de publication: 2011027903/10.

(110032885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Julius Textile Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 118.860.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 10 février 2011.

L'associé unique a accepté la démission avec effet au 10 février 2011 de M. Brian McMahon et a nommé en remplacement, avec effet au 10 février 2011 et pour une durée indéterminée, M. Mirko Dietz, résidant professionnellement au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, né le 20 octobre 1974 à Goeppingen, Allemagne.

Le conseil de gérance de la société se compose dorénavant comme suit:

M. Mathias Hink, M. Mirko Dietz et Mme. Esther Raudszus.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Julius Textile Investment S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011027905/18.

(110032576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

JCP gérances et exploitations, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8212 Mamer, 33, rue du Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 93.436.

—
Le Bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/02/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011027906/10.

(110032512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

JKC Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 144.551.

—
Suite à la démission de Monsieur Donald VILLENEUVE en date du 25 mai 2010 et à la démission de Monsieur Alain LEONARD en date du 10 septembre 2010 de leur poste d'administrateur de la Société, le Conseil d'Administration se compose, dès lors, de:

- Monsieur Fabrice Jacob;
- Monsieur Alex King Yue Leung.

Luxembourg, le 16 février 2011.

Pour JKC FUND

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Marc-André BECHET / Martine VERMEERSCH

Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2011027907/18.

(110032767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Meridio Islamic Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 149.459.

—
Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19. Janvier 2011

L'Assemblée Générale a reconduit, à l'unanimité, le mandat des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises pour un nouveau terme d'un an.

Nouvelle Adresse à partir du 1^{er} . Janvier 2011

A partir du 1^{er} Janvier 2011 l'adresse du siège de la Sicav «1B, Parc d'Activité Syrdall» été dénommée «1B, rue Gabriel Lippmann»

Composition du Conseil d'Administration

Uwe Zimmer, président

(résidant professionnellement à D-50968 Köln, 56, Gustav-Heinemann-Ufer)

Thomas Amend

(résidant professionnellement à L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann)

Roman Mertes

(résidant professionnellement à L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann)

Réviseur d'Entreprises

KPMG Audit S.à.r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2011.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2011029079/26.

(110034361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2011.

Trauen Holding AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 65.377.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 17 février 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 aout 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- TRAUEN HOLDING A.G., ayant son siège social à L-1025 Luxembourg, 5, rue Aldringen,

Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Carole KUGENER, juge au Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, et liquidateur Maître Vincent ALLENO, avocat, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 10 mars 2011 au greffe du Tribunal de Commerce de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Maître Vincent ALLENO

B.P. 386

L-2013 LUXEMBOURG

Le Liquidateur / AVOCAT

Référence de publication: 2011028167/21.

(110033730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2011.

Sun International S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 141.517.

—
In the year two thousand ten, on the twentieth December.

Before Us, Maître Paul DECKER, notary, residing in Luxembourg.

Was held the Extraordinary General Meeting of the shareholders of the public limited liability company " Sun International S.A. " a Société Anonyme having the form of a Société de Gestion de Patrimoine Familial incorporated under Luxembourg law having its registered office in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe,

incorporated by a deed of the notary Alex WEBER, residing in Bascharage, on September 3rd, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 2384 of September 30th, 2008

registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under section B number 141517.

The meeting was opened at 5.00 p.m. and was presided by Mr. Paul WEILER, employee, residing professionally in Luxembourg..

The Chairman appointed as secretary Mrs. Diana HOFFMANN, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Marc SCHINTGEN, director of companies, residing professionally in L-1637 Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

1.- Increase of the share capital of the Company by an amount of five hundred and fifty thousand Euro (EUR 550,000.-) so as to raise it from its current amount of two hundred and fifty thousand Euro (EUR 250,000.-) to an amount of eight hundred thousand Euro (EUR 800,000.-) by the creation and issue of five thousand five hundred (5,500) new Shares without par value each fully subscribed and entirely paid up;

2.- Amendment of the first paragraph of article 5 of the articles of association to reflect the present capital increase;

3.- Miscellaneous.

II) The shareholder present or represented, the proxy of the represented shareholder and the number of shares are shown on an attendance list, which, signed by the shareholder present and by the proxy of the represented shareholder, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

III) The attendance list shows that the whole capital of the Company is present or represented at the present extraordinary general meeting.

IV) The chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on its agenda. The shareholder present or represented acknowledges and confirms the statements made by the chairman.

The chairman then submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were all adopted by unanimous vote:

First resolution

The extraordinary general shareholders' meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of five hundred and fifty thousand Euro (EUR 550,000.-) so as to raise it from its current amount of two hundred and fifty thousand Euro (EUR 250,000.-) to an amount of eight hundred thousand Euro (EUR 800,000.-) by the creation and issue of five thousand five hundred (5,500) new Shares with no par value.

Second resolution - Subscription and payment

The extraordinary general shareholders' meeting resolves to accept the subscription by, the sole shareholder "The AMS Foundation", having its registered office at P.H. Edificio Mossfon, Segundo Piso, Calle 54 Este, Ciudad de Panama (Republic of Panama) (the "Subscriber"), of the five thousand five hundred (5,500) new Shares without par value, which are fully paid up by contribution in cash for a total amount of five hundred and fifty thousand Euro (EUR 550,000.-). The said amount is at the free disposal of the company as proof has been given to the undersigned notary, who confirms this, such subscriber being represented by Mr. Marc SCHINTGEN, member of the foundation council, who, after having stated having full knowledge of the Articles, declares to subscribe to the ownership of the five thousand five hundred (5,500) new shares as indicated above.

Third resolution

The extraordinary general shareholders' meeting resolves to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association:

“ **Art. 5. (§1).** The Company has an issued capital of eight hundred thousand Euro (EUR 800,000), divided into eight thousand (8,000) shares without par value.“

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned at 5.15 p.m.

Valuation

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 2,000.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction en français.

L'an deux mil dix, le vingt décembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "SUN INTERNATIONAL S.A" une Société Anonyme sous forme de Société de Gestion de Patrimoine Familial de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe,

constituée suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage le 3 septembre 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2384 du 30 septembre 2008

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 141517.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 17.00 heures sous la présidence de Monsieur Paul WEILER, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président nomme secrétaire Madame Diana HOFFMANN, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Marc SCHINTGEN, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Augmentation du capital d'un montant de cinq cent cinquante mille euros (550 000 EUR) pour le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille euros (250 000 EUR) à huit cent mille euros (800 000 EUR), par l'émission de cinq mille cinq cents (5 500) actions nouvelles sans valeur nominale, entièrement libérées en espèce;

2) Modification de l'article 5, premier paragraphe, des statuts de la société de façon à refléter l'augmentation de capital précitée.

3) Divers.

II) L'actionnaire présent ou représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté et le nombre d'actions sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par l'actionnaire présent et le mandataire de l'actionnaire représenté, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

III) Il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le président constate que la présente assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour. Le président soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui ont été toutes prises à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent cinquante mille euros (550.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille euros (250.000,- EUR) à un montant de huit cent mille euros (800.000,- EUR) par la création et l'émission de cinq mille cinq cent (5.500) Actions Nouvelles sans valeur nominale.

Deuxième résolution - Souscription et Payement

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide d'accepter la souscription de la société de droit panaméen "The AMS Foundation", avec siège social à P.H. Edificio Mossfon, Segundo Piso, Calle 54 Este, Ciudad de Panama (République de Panama), (le «Souscripteur»), cinq mille cinq cents (5.500) actions nouvelles sans valeur nominale, lesquelles ont été payées et libérées par un apport en espèces de cinq cent cinquante mille euros (550.000,- EUR), laquelle somme est à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le confirme expressément, lequel souscripteur étant ici représentée par Monsieur Marc SCHINTGEN, conseiller de la fondation, lequel après avoir pris connaissance des statuts, déclare souscrire les cinq mille cinq cents (5.500) nouvelles actions comme indiquée ci-avant.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts comme suit:

Art. 5. (§1). Le capital social est fixé à huit cent mille euros (EUR 800.000.-), représenté par huit mille (8.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 17.15 heures.

Évaluation.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ 2.000,- EUR

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée aux comparants à Luxembourg, tous connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P.WEILER, M.SCHINTGEN, D.HOFFMANN, P.DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2010. Relation: LAC/2010/59490. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 06 janvier 2011.

Référence de publication: 2011009401/134.

(110010338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Kingsbridge Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 134.810.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 14 février 2011.

L'associé unique a accepté la démission avec effet au 14 février 2011 de M. Brian McMahon et a nommé en remplacement, avec effet au 14 février 2011 et pour une durée indéterminée, M. Mirko Dietz, résidant professionnellement au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, né le 20 octobre 1974 à Goeppingen, Allemagne.

Le conseil de gérance de la société se compose dorénavant comme suit: M. Mathias Hink, M. Mirko Dietz et Mme. Esther Raudszus.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kingsbridge Finance S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011027909/18.

(110032598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mastelle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 686.950,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 128.031.

—
Extrait des décisions prises par les associés de la Société en date du 18 février 2011

Monsieur Mirko Dietz, employé privé, né le 20 octobre 1974 à Göppingen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au 14 février 2011 et pour une durée indéterminée (en remplacement de Monsieur Brian Anthony McMahon, démissionnaire au 14 février 2011).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Mastelle S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011028104/17.

(110033503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2011.

WP Roaming III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.859.250,00.

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 109.535.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution de l'associé unique de la Société en date du 18 février 2011 que la démission avec effet au 31 décembre 2010 de Monsieur Jean Mandeville en tant que gérant de la Société a été acceptée.

Il est à noter que Monsieur Guy Sochovsky, né le 17 mars 1976 à Manchester, Royaume-Uni demeurant professionnellement au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, a été nommé gérant de la Société, le mandat de Monsieur Guy Sochovsky ayant débuté le 18 novembre 2010 et se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle devant se tenir en 2011, de sorte que le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Monsieur Guy Dubois
- Monsieur Morten Brogger
- Monsieur Guy Sochovsky

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011027991/22.

(110032359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Lancelot Recruitment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 29, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 140.811.

—
Extrait de cessions de parts sociales

Suite aux cessions de parts sociales en date du 1 février 2011, nous confirmons que les associés de la société sont désormais:

- LANCELOT GROUP S.A. ayant son siège social au 29, rue Notre Dame à L-2240 Luxembourg: 90 parts sociales.
- Monsieur Mark SIMPSON, né le 29/03/1974 à Londres (Angleterre) et demeurant au 13, rue Jean-Pierre Biermann, L-1270 Luxembourg: 10 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

LANCELOT RECRUITMENT S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011027914/18.

(110032828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Loca-Air S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 80.449.

Le bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011027917/10.

(110032501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Meridio Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 120.176.

—
Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19. Janvier 2011

L'Assemblée Générale a reconduit, à l'unanimité, le mandat des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises pour un nouveau terme d'un an.

Nouvelle Adresse à partir du 1^{er} . Janvier 2011

A partir du 1^{er} Janvier 2011 l'adresse du siège de la Sicav «1B, Parc d'Activité Syrdall» été dénommée «1B, rue Gabriel Lippmann»

Composition du Conseil d'Administration

Uwe Zimmer, président

(résidant professionnellement à D-50968 Köln, 56, Gustav-Heinemann-Ufer)

Thomas Amend
(résidant professionnellement à L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann)

Roman Mertes
(résidant professionnellement à L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann)

Réviseur d'Entreprises

KPMG Audit S.à.r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2011.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2011029082/26.

(110034334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2011.

Mirae Asset Global Discovery Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 138.578.

—
EXTRAIT

Messieurs LEE Tuck Chung et KANG Kyung Tae ont démissionné des postes d'Administrateurs de Mirae Asset Global Discovery Fund avec effet au 15 décembre 2010.

Messieurs

GILBEY Martyn Christopher demeurant 1 Queen's Road East, Three Pacific Place, 15th floor, Hong Kong, Hong Kong et

CHOI Thomas Inho demeurant 45-1 Yoido-dong, Youngeunpo-gu, 150-994 Seoul, République de Corée ont été nommé en remplacement comme Administrateurs de la SICAV jusqu'à la prochaine assemblée générale en 2011.

Pour le compte de Mirae Asset Global Discovery Fund

Citibank International pic (Luxembourg Branch)

Flore Sendegeya

Référence de publication: 2011027920/18.

(110032674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mayton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 55.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011027924/10.

(110032526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mayton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 55.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011027925/10.

(110032527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mustang Boch, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.236.

Suite à un changement d'adresse de Mr Martin McGuire, Gérant de catégorie B de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr Martin McGuire réside dorénavant au 155 Bishopsgate, 8th Floor, EC2M 3XJ Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2011027932/16.

(110032871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

KS-Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9184 Schrondweiler, 3, Klengbuerghaff.

R.C.S. Luxembourg B 158.135.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendzehn, am achtundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbrück,

ist erschienen:

Die Gesellschaft „CUP Management S.A.“, gegründet durch Urkunde aufgenommen durch Notar Cecilio Roberto Moreno Arosemena, mit Amtswohnsitz in Panama-City, Via Espana and Elvira Mendez Street, Delta Tower, 14th Floor, eingeschrieben im Public Registry Office Mercantile Section unter Microjacket 585646, Document 1217627, Via Espana and Elvira Mendez Street, Delta Tower, Panama City, Panama,

hier vertreten durch Herrn Sebastien Kohl, geboren am 7. August 1985 in Ettelbrück, ansässig in L-9184 Schrondweiler, 3, Klengbuerghaff,

welcher durch die außerordentliche Generalversammlung vom 27. Oktober 2010 ernannt wurde und die Gesellschaft durch seine Unterschrift vertreten kann.

Und ersucht den unterzeichneten Notar die Satzung einer von ihr zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu dokumentieren:

Art. 1. Zwischen der Vertragspartei und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung „KS-Management S.A.“.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schrondweiler.

Durch Beschluß des Verwaltungsrates kann der Sitz an jedweden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Natur eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden.

Eine solche Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft. Die Bekanntmachung von einer solchen Verlegung des Gesellschaftssitzes wird vorgenommen und Dritten zu Kenntnis gebracht durch das Organ der Gesellschaft, welche unter den gegebenen Umständen am besten hierzu befähigt ist.

Art. 3. Die Gesellschaft ist gegründet für eine unbestimmte Dauer.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Besitz und die Verwaltung von Vermögen sowie von Immobilien und Mobilien

Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung, jedweder Art, an anderen Gesellschaften mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, die Kontrolle und Verwaltung dieser Beteiligungen, sowie deren Verwertung.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Festübernahme, Kaufoption, Kauf oder jede andere Transaktion oder Maßnahme. Sie kann diese Wertpapiere durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder auf jede andere Art und Weise veräußern. Sie kann sich an der Gründung, Entwicklung und Kontrolle von Gesellschaften und Unternehmen beteiligen und diese unterstützen.

Die Gesellschaft kann auch Patente, Warenzeichen, Lizenzen und andere Rechte erwerben, veräußern und verwerten.

Die Gesellschaft kann Anleihen aufnehmen, sowie den Gesellschaften und Unternehmen an welchen sie sich beteiligt, Anleihen, Vorschüsse und Garantien bewilligen.

Die Gesellschaft kann im allgemeinen alle kaufmännischen, finanziellen und industriellen Tätigkeiten ausüben, die mittelbar oder unmittelbar in Bezug zum Gesellschaftsgegenstand stehen oder die zur Verwirklichung des Gegenstandes beitragen könnten. Sie kann ihren Gegenstand auf alle Arten und gemäß den Modalitäten verwirklichen, die ihr als geeignet erscheinen."

Art. 5. Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf einundreißigtausend Euro (31.000 €) eingeteilt in dreihundertdreißig (310) Aktien zu je einhundert (100) Euro.

Nach Wahl ihrer Besitzer können die Aktien in einzelne Aktien darstellende Zertifikate, oder in Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Aktien sind Namens- oder Inhaberaktien, nach Wahl der Aktionäre. Die Aktien bleiben jedoch Namensaktien bis zu ihrer vollständigen Zeichnung.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehen Umfang und Bedingungen.

Die Abtretung und der Verkauf von Gesellschaftsaktien an Aktionäre oder Nicht-Aktionäre sind in jedem Fall an ein Vorkaufrecht anteilig zu ihrem Besitz und die schriftliche Zustimmung der anderen Aktionäre gebunden.

In jedem Fall werden die Abtretung und der Verkauf der Aktien zu dem vom Käufer und Verkäufer festgesetzten Preis getätigt.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Gesellschaftskapital erhöht oder erniedrigt werden.

Art. 6. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern, welche Aktionäre der Gesellschaft sind oder nicht. Sie werden ernannt für eine sechs Jahre nicht überschreitende Amtszeit, durch die Generalversammlung der Aktionäre, welche dieselben zu jeder Zeit abberufen kann.

Scheidet ein durch die Generalversammlung der Aktionäre ernanntes Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die auf gleiche Art ernannten verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates, die Dauer ihrer Amtszeit und ihre Bezüge werden durch die Generalversammlung der Aktionäre festgesetzt.

Art. 7. Der Verwaltungsrat bestellt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. In dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Verwaltungsrat tritt zusammen durch Einberufung durch den Vorsitzenden, so oft das Interesse der Gesellschaft es verlangt. Jedes Mal wenn zwei Vorstandsmitglieder es verlangen, muss der Verwaltungsrat einberufen werden.

Art. 8. Dieser Verwaltungsrat ist mit den weitestgehenden Vollmachten versehen, um alle, mit dem Gesellschaftszweck zusammenhängenden Verwaltungs- und Verfügungs-handlungen vorzunehmen.

Sämtliche Handlungen, welche nicht durch das Gesetz oder durch gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Mit dem Einverständnis der statutarischen Kommissare kann der Verwaltungsrat, unter den gesetzlichen Bestimmungen, Vorschüsse auf Dividenden auszahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird verpflichtet unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, oder durch die Einzelunterschrift des geschäftsführenden Verwalters, es sei denn, dass spezielle Entscheidungen getroffen wurden über Bevollmächtigung und Stellvertretung des Verwaltungsrates, so wie vorgesehen in Artikel 10 der gegenwärtigen Satzung.

Art. 10. Der Verwaltungsrat kann seine Vollmacht in Bezug auf die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft an eines oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates übertragen; diese haben den Titel eines geschäftsführenden Verwalters.

Der Verwaltungsrat kann weiterhin die gesamte Geschäftsverwaltung der Gesellschaft oder eine bestimmte Abzweigung davon an einen oder mehrere Geschäftsführer übertragen, oder für bestimmte Anliegen Sondervollmachten an einen oder mehrere, von ihm ausgewählten Prokuristen abgeben, die weder Mitglied des Verwaltungsrates, noch Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen.

Art. 11. In sämtlichen Rechtssachen wird die Gesellschaft, sei es als Klägerin, sei es als Beklagte, durch den Verwaltungsrat, vertreten durch seinen Vorsitzenden oder durch ein dazu bestimmtes Verwaltungsratsmitglied, vertreten.

Art. 12. Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmemehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 13. Die Aufsicht der Gesellschaft unterliegt einem oder mehreren Kommissaren, die ernannt werden durch die Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Anzahl, ihre Bezüge und ihre Amtszeit, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf, festlegt.

Art. 14. Die jährliche Generalversammlung findet statt in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes an dem in Einberufschreiben genannten Ort.

Art. 15. Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung unterliegt den gesetzlichen Bestimmungen. Von diesem Erfordernis kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf Tage vor dem für die Hauptversammlung festgesetzten Datum hinerlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht auszuüben. Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Art. 16. Die Generalversammlung kann eine Abänderung der vorliegenden Satzungen dann beschließen, wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und die Änderungen in der Tagesordnung angezeigt wurden. Für die Annahme der Änderung müssen mindestens drei Viertel aller anwesenden oder vertretenen Aktionäre ausdrücklich und formell ihr Einverständnis bekunden.

Art. 17. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 18. Der Reingewinn besteht aus dem Überschuss welscher verbleibt nach Abzug von der Bilanz von sämtlichen Koten und Abschreibungen der Gesellschaft. Von diesem Reingewinn werden mindestens fünf Prozent (5 %) dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; diese Zuführung ist nicht mehr zwingend wenn der Reservefonds zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals darstellt. Falls jedoch der Reservefonds, aus welchem Grunde es auch sei, benutzt werden sollte, so sind die jährlichen Zuführungen wieder aufzunehmen bis der Reservefonds ganz wieder hergestellt ist. Der Überschuss steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Art. 19. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden.

Gelangt die Gesellschaft vorzeitig zur Auflösung, so erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, die sowohl physische Personen als auch Gesellschafter sein können, und ernannt werden durch die Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Vollmachten und ihre Bezüge festsetzt.

Art. 20. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung vorgesehen sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, so wie dieses Gesetz umgeändert wurde, hingewiesen.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2011.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt im Jahre 2012.

Zeichnung der Aktien

Nachdem die Satzung wie hiervor festgesetzt wurde, haben die Erschienenen erklärt, die Gesamtheit (100 %) des Kapitals wie folgt zu zeichnen:

Cup Management S.A.	310
Total: dreihundertzehn Aktien	310

Sämtliche Aktien wurden in voller Höhe einbezahlt, dem gemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über den Betrag von einundreißigtausend Euro (31.000 €) wie dem Notar nachgewiesen und diesem ausdrücklich bestätigt wurde.

Außerordentliche Generalversammlung

Die vorbenannt Erschienenen, die das gesamte gezeichnete Kapital darstellen und sich als ordentlich einberufen betrachten, haben sich sofort zu einer außerordentlichen Generalversammlung eingefunden.

Nach Feststellung ihrer rechtmäßigen Zusammensetzung haben sie folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird festgelegt auf drei (3), diejenige der Kommissare wird festgesetzt auf einen (1).

2. Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

- Herr Sébastien KOHL, vorbenannt
- Herr Fernand KOHL, geboren am 6. April 1940 in Ettelbrück, ansässig 3, Klengbuerghaff, L-9184 Schrondweiler
- Die Gesellschaft „Cup Management S.A.“ vorbenannt.

Herr Sebastien Kohl, vorbenannt, wird ebenfalls zum Delegierten des Verwaltungsrates ernannt. Herr Sebastien Kohl ist gegenüber Dritten alleinvertretungsberechtigt.

Zum Kommissar wird ernannt: Frau Petra Kuhn, Diplombetriebswirtin (FH) geboren am 13.12.1961 in Simmern (D), beruflich ansässig zu L-9090 Warken, 31, rue de Welscheid.

3. Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie des Kommissars enden im Jahr 2016.

4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich zu L-9184 Schrondweiler, 2, Klengbuerghaff.

5. Dem Verwaltungsrat wird das Recht übertragen, die tägliche Geschäftsführung auf eines seiner Mitglieder zu übertragen und diesen zum Delegierten des Verwaltungsrates zu ernennen.

Da nichts Weiteres auf der Tagesordnung stand, wurde die Hauptversammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen Ettelbruck, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an die Anwesenden, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: S. KOHL, P. PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 30 décembre 2010. DIE/2010/12711. Reçu soixante-quinze euros. EUR 75.-

Le Receveur (signé): J. Tholl.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG.

Ettelbrück, den 10. Januar 2011.

Pierre PROBST

Der Notar

Référence de publication: 2011009751/164.

(110010364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Mercator Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 144.081.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 10 février 2011

- Monsieur Arie BOUMAN a été nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Le 21 FEV. 2011.

Pour extrait sincère et conforme

MERCATOR HOLDING S.A.

Arie Bouman / Jean-Christophe Dauphin

Director A / Director B

Référence de publication: 2011027926/15.

(110032552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Métis, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 104.491.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011027927/10.

(110032528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mirai S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 92.628.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011027929/10.

(110032525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Grandover S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 92.356.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale annuelle des associés de la société en date du 15 février 2011

Lors de l'Assemblée Générale Annuelle, en date du 15 février 2011, les Associés de la Société ont décidé comme suit:

1. D'établir le siège social de la Société au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg avec effet au 1^{er} février 2011.

2. D'accepter la démission de Luxembourg Corporation Company SA en tant que Gérant Unique de la Société avec effet rétroactif au 20 avril 2010:

3. De renommer Luxembourg Corporation Company SA. ayant pour siège social le 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en tant que Gérant de la Société avec effet au 1^{er} février 2011 et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2011028071/19.

(110033402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2011.

Mobility Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 119.718.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011027930/10.

(110032522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mustang Boch, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 127.236.

Suite à un changement d'adresse de EAVF Mustang S.à r.l., Associé de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: EAVF Mustang S.à r.l. a dorénavant son siège social au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2011027933/15.

(110032905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mustang Frankfurt, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 133.035.

Suite à un changement d'adresse de Mr Martin McGuire, Gérant de catégorie B de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr Martin McGuire réside dorénavant au 155 Bishopsgate, 8th Floor, EC2M 3XJ Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2011.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2011027934/16.

(110032876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mustang Hat, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.229.

—
Suite à un changement d'adresse de Mr Martin McGuire, Gérant de catégorie B de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr Martin McGuire réside dorénavant au 155 Bishopsgate, 8th Floor, EC2M 3XJ Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2011.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2011027936/16.

(110032893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mustang Frankfurt, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 133.035.

—
Suite à un changement d'adresse de EAVF S.à r.l., Associé de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: EAVF S.à r.l. a dorénavant son siège social au 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 février 2011.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2011027935/14.

(110032901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mustang Hat, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.229.

—
Suite à un changement d'adresse de EAVF Mustang S.à r.l., Associé de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: EAVF Mustang S.à r.l. a dorénavant son siège social au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2011.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2011027937/15.

(110032943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Mustang REG, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.235.

Suite à un changement d'adresse de Mr Martin McGuire, Gérant de catégorie B de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: Mr Martin McGuire réside dorénavant au 155 Bishopsgate, 8th Floor, EC2M 3XJ Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2011027938/16.

(110032881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Duotrans G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7662 Medernach, 34, rue d'Ermsdorf.

R.C.S. Luxembourg B 48.371.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011028269/9.

(110033850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2011.

Mustang REG, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.235.

Suite à un changement d'adresse de EAVF Mustang S.à r.l., Associé de la Société, il y a lieu de modifier les données de celui-ci comme suit: EAVF Mustang S.à r.l. a dorénavant son siège social au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2011027939/15.

(110032909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

Nei Haus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 15, Duarrefstooss.

R.C.S. Luxembourg B 65.772.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 24.02.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011029087/10.

(110034087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2011.
